Vendredi 4 Avril 1947 HEBDO "PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS" 5 FRANCS N° 165

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE — SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE

REDACTION, ADMINISTRATION, 100, RUE REAUMUR, PARIS (2e). GUT. 80-60. — C. C. P. PARIS 5479-17. — IMPRIME EN FRANCE.

30 FRANCS PAR MOIS !

c'est assez pour sauver "LA VERITE"

Si chaque lecteur de notre journal verse 30 fr. par mois à la **souscription permanente** de **"La Vérité"**, la vie financière du journal est garantie.

CAMARADES !

Aidez-nous ! versez vos 30 fr. par mois !

Grève générale dans la Ruhr pour la dénazification et le ravitaillement

SOLIDARITÉ AVEC LES OUVRIERS ALLEMANDS !

leur lutte contre le fascisme et la misère, c'est la nôtre, celle de tous les travailleurs !

300.000 mineurs de la Ruhr sont en grève. Le mouvement s'étend aux régions voisines.

Solingen, Essen, Cologne, Dusseldorf ont été le théâtre de démonstrations groupant des dizaines de milliers de manifestants qui ont défilé devant les immeubles de l'administration britannique aux cris de « Ravitaillement », « Dénazification ».

La première réaction de la presse anglaise a été d'accuser immédiatement les fascistes d'être les instigateurs de ces manifestations. Puis les journaux de la City se sont ravisés en faisant remarquer que les troubles coïncidaient avec la Conférence de Moscou, et que les communistes ne seraient pas pour rien dans le déclenchement de mouvements appuyant la thèse soviétique à Moscou. En dernier lieu, des commentateurs judicieux se risquèrent à affirmer que, malgré la Conférence de Moscou, « les manifestations n'auraient pas lieu si le ravitaillement était meilleur ». Le 30 mars, un officier de l'état-major britannique de Dusseldorf reconnaissait que la crise alimentaire « crée la situation la plus effroyable depuis la fin des hostilités ».

L'origine des manifestations

Wuppertal a été privé de pain du 19 au 25 mars. Le 26, 60.000 personnes manifestent. Les femmes défilent avec des pancartes « nous avons faim, du pain pour nos enfants ».

Les ouvriers de Dortmund, qui manifestèrent le 30 mars, n'avaient reçu le 29 que les 2/3 des rations de 1.500 calories auxquelles ils ont droit.

Il n'est pas inutile de noter que le 21 mars, le record de l'extraction charbonnière dans la Ruhr était battu avec 238.424 tonnes.

La « mauvaise volonté » des mineurs dont parle une certaine presse qui va de L'Epoque à l'Humanité ne peut donc pas être retenue.

LIRE LA SUITE EN PAGE 3

UNITE D'ACTION CONTRE LA GUERRE D'INDOCHINE !

Le FRONT LAIQUE ET ANTIFASCISTE DE LA JEUNESSE (F.L.A.J.) réclamait, la semaine dernière, LA PAIX IMMÉDIATE avec le Viet-Nam. Le F.L.A.J. représente entre autres les directions nationales de la Jeunesse socialiste, du Mouvement laïque des Auberges de la Jeunesse (M.L.A.J.) et des Jeunesses communistes internationalistes (J.C.I.).

L'UNION DE LA JEUNESSE REPUBLICAINE DE FRANCE (U.J.R.F.), dans un numéro spécial de « l'Avant-Garde », réclame aussi « la fin de la guerre au Viet-Nam ». Mais les belles paroles n'empêchent pas les jeunes travailleurs français d'être envoyés de force massacrer les travailleurs du Viet-Nam. Il faut passer aux actes.

Nous proposons aux organisations de jeunesse de reprendre la tradition des Jeunesses communistes lors de la guerre du Maroc :

— De publier un manifeste commun aux soldats et aux marins pour les appeler à rester fidèles à la cause des opprimés.

— D'organiser une journée nationale de lutte contre la guerre d'Indochine.

Les jeunes ne doivent pas rester seuls. Les manifestations du 25 mars ont montré l'hostilité des masses à la guerre.

Plusieurs organisations s'affirment en paroles contre la guerre : l'Union anarchiste, la Confédération nationale du travail, les organisations communistes « de gauche », la Confédération générale pacifiste, le Parti du peuple algérien et les organisations de peuples coloniaux.

Dans le parti socialiste, les adversaires de la guerre ont capitulé devant Moutet au Conseil national. Mais ils ont la direction de nombreuses fédérations. Par exemple, Marceau Pivert, Clair et leurs amis ont la direction de la Fédération de la Seine. Se déroberont-ils devant l'action ?

Fac-similé d'une édition spéciale de l'organe central de l'U.J.R.F., en mars 1947.

JEUNES DE L'U.J.R.F., VOUS VOULEZ LA FIN DE LA GUERRE AU VIET-NAM. IL N'Y A QU'UN MOYEN DE LA FAIRE CESSER: C'EST D'IMPOSER LA VOLONTE OUVRIERE AUX IMPERIALISTES PAR L'UNITE D'ACTION.

Le parti communiste français se prétend opposé à la guerre. Va-t-il se contenter, pour toute action concrète, de faire s'abstenir une partie de ses députés lors du vote des crédits pour les troupes d'Indochine que votaient ses ministres ?

A toutes ces organisations nous disons :

Si vous voulez bouger le petit doigt la guerre d'Indochine sera immédiatement stoppée. Assez de paroles, des actes.

Formons ensemble un comité d'action contre la guerre d'Indochine.

Voici quelques propositions précises pour un tel comité d'action :

1. Organiser des manifestations dans tout le pays, notamment devant le Parlement pour l'obliger à traiter immédiatement avec Ho Chi Minh ;

2. Rassembler démocratiquement un congrès de délégués ouvriers et paysans pour faire savoir au gouvernement la volonté de masses et organiser l'action contre la guerre ;

3. Faire élire des délégations ouvrières pour enquêter sur les atrocités commises en Indochine. Imposer pour ces délégations le libre accès de toutes les régions de l'Indochine ;

4. Intervenir auprès de la C.G.T. pour que le syndicat des dockers refuse de charger les munitions et les armes destinées à la guerre d'Indochine — pour que le syndicat des marins refuse de les transporter — pour que les syndicats des métaux et des arsenaux refusent de les fabriquer.

Camarades des partis socialiste et communiste, exigez que votre parti se prononce sur ces propositions. Sans plus attendre, passez à l'action dans les localités et les usines.

Vive l'unité d'action de la classe ouvrière !

LE PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE.

E D I T O R I A L

Le "dirigisme" de M. Philip

Les journaux financiers mènent une campagne orchestrée contre André Philip, ministre des Finances. Ils le considèrent, en effet, comme un dangereux « dirigiste ». Néanmoins, les mêmes journaux approuvent André Philip pour ses déclarations alarmantes concernant la situation économique. C'est ainsi que la « Vie Financière », dont les lecteurs de la « Vérité » ont déjà apprécié la dévotion aux intérêts capitalistes, écrivait le 29 mars : « Toute la politique psychologique du gouvernement tend à alerter en permanence l'opinion sur la précarité de notre situation économique et financière. En quoi le gouvernement voit tout à fait juste. Sinon comment justifierait-il les sacrifices et l'effort désespéré qu'il demande au pays, qu'il doit lui demander et qui est bien, en effet, notre seule planche de salut. »

Les travailleurs, à qui s'adressent plus qu'à n'importe qui, les « campagnes psychologiques », se demandent avec angoisse : Où en est-on ? Quels sont les résultats de la « politique de baisse des prix » ? Est-il vrai que nous sommes menacés d'une catastrophe totale, comme l'a déclaré André Philip ? Où cela nous mène-t-il ?

La vérité est que l'inflation est toujours un danger aussi menaçant. Mais cela, les dirigeants responsables ne le disent pas. Ils le cachent soigneusement, au contraire. Pourtant l'inflation est prouvée par une petite opération de grande importance : le relèvement des avances de la Banque de France à l'Etat, qui vient d'être voté par l'Assemblée Nationale. Le ministre des Finances l'a présenté comme une mesure purement technique, en relation avec les vacances parlementaires. Ce relèvement des avances de la Banque de France signifie, en termes clairs, que 40 milliards de billets nouveaux sont actuellement fabriqués et confiés à l'Etat et aux Banques. Et comme le ministre est obligé de dire que l'Etat doit faire face à de fortes échéances, il est évident que ces 40 milliards de papier-monnaie seront en majeure partie, sinon en totalité, mis en circulation. C'est l'inflation ! La « politique de baisse » dont on nous rebat les oreilles n'a donc pas empêché l'inflation.

Or, c'est la crise monétaire qui nous menace de la catastrophe totale dont parle André Philip. La raison en est essentiellement que l'économie française obéit aux seules lois de l'anarchie capitaliste. Ainsi les travailleurs peuvent s'éreinter à la tâche, produire toujours plus avec des salaires de famine, cela n'améliore pas la situation économique.

Mais la politique économique du gouvernement va avoir maintenant un autre résultat. Après les sacrifices inutiles de la classe ouvrière, l'écrasement des petits commerçants honnêtes est à l'ordre du jour. « Le gouvernement continuera sa politique de baisse sans tenir compte des intérêts particuliers, annonce André Philip. Il y aura des victimes, mais on ne gagne pas une victoire sans pertes nombreuses. » 350.000 petits commerçants, petits entrepreneurs et artisans doivent disparaître. Telle est la réalité.

Là encore, ce sont exclusivement les lois du système capitaliste qui vont jouer. En février 1947, les faillites ont été trois fois plus nombreuses qu'en février 1946. Ceux qui ne peuvent pas tenir le coup, dans la période actuelle, ce ne sont pas les gros trafiquants qui ont des réserves suffisantes, les industriels qui ont pu commencer leur réoutillage, les fraudeurs et organisateurs du marché noir qui ont eu le loisir de préparer l'avenir, les porteurs de capitaux qui placent leurs fonds au Maroc ou en Indochine. Ce sont seulement ceux qui n'ont pas cessé de vivre au jour le jour, ce sont les plus faibles.

Le « dirigisme » d'André Philip et de son gouvernement est dirigé... contre tous ceux qui gagnent leur pain en travaillant. Dans ces conditions, André Philip a raison d'être pessimiste. Il a raison de dire : « Le pouvoir personnel n'est pas loin », comme dans un de ses récents discours.

Si la classe ouvrière laissait faire les ministres « ouvriers », qui marchent la main dans la main avec les capitalistes, la désillusion et la colère donnerait bientôt une base dans les masses à un pouvoir personnel.

Défendre les salaires, unir les classes moyennes à la classe ouvrière dans la lutte commune contre le capitalisme, telle est la tâche de l'avant-garde ouvrière, plus urgente que jamais.

Paul PARISOT.

Le Congrès de Montrouge

Les Jeunes Socialistes

sortiront-ils de leurs langes sociaux-démocrates ?

Ces temps derniers, les jeunesses socialistes se sont trouvées sur la sellette. A la Chambre, la réaction les a vitupérées en même temps que les jeunes communistes internationalistes et que la « Vérité » pour leur opposition à la guerre d'Indochine. En même temps, ils étaient traduits devant le Conseil national du parti socialiste sous le même chef d'accusation et d'autres semblables.

Si l'on en juge d'après les comptes rendus du « Populaire », les J. S. se font proprement traiter d'organisation trotskyste. C'est tout juste si on ne leur reproche pas d'être secrètement affiliés à la IVe Internationale.

Nous comprenons l'inquiétude des bonzes socalistes. Tandis que Moutet mène contre le Viet-Nam une guerre sanglante qui coûte cent millions aux travailleurs français, ses jeunesses prennent parti pour le Viet-Nam contre le colonialisme. Tandis que Depreux fait interdire les meetings du P.C.I., des jeunes socialistes se retrouvent dans ses prisons, assommés par ses flics, en même temps que les communistes internationalistes. Tandis que, avec les mouvements de menton de Max Lejeune, le groupe parlementaire socialiste vote des crédits de guerre de plus en plus pléthoriques, les jeunes socialistes se prononcent contre la préparation militaire bourgeoise. Tandis que Le Troquer lorgne vers une alliance avec les curés du M.R.P., les J.S. s'efforcent de réaliser le front unique avec l'U.J.R.F. et les internationalistes. Tandis que Ramadier et Philipp brisent les grèves, le journal des J.S. proclame qu'il faut gagner la bataille des salaires.

Comment, pour la classe ouvrière, gagner, pour les soldats contre les galonnés, pour les opprimés des colonies contre les oppresseurs colonialistes, pour le front unique ouvrier contre le flirt avec les curés : cela suffit pour être taxé de trotskyste.

Les adversaires du trotskysme reconnaissent ainsi qu'il est l'incarnation de la lutte anti-impérialiste, antimilitariste, antipatronale. Cependant, le « trotskysme » est autre chose que la seule bonne volonté des révolutionnaires. C'est une politique. C'est un programme qui s'oppose irréductiblement à la gangrène stalinienne et réformiste. C'est une organisation — la IVe Internationale — qui réalise cette politique dans le monde entier. Telle est la voie du marxisme conséquent.

(LIRE LA SUITE EN PAGE 4.)

Le Général REMOBILISE

Le général de Gaulle a lancé ses foudres ; pour l'immédiat, foudres toutes verbiales... en attendant mieux. En réalité ce sont toujours les mêmes tirades en faveur du pouvoir fort et... personnel, bien entendu. Le discours de Bruneval n'apporte réellement rien de neuf car depuis de longs mois déjà le général s'était affirmé comme candidat à la dictature. Ce qu'il est intéressant de connaître n'est pas l'ambition de l'ex-président du gouvernement, nous ne la connaissons que trop bien, mais les moyens qu'il entend mettre en œuvre pour la réaliser, et ici Bruneval nous aura au moins appris quelque chose. Ce n'est pas par hasard que le discours identifie la résistance au B.R.C.A., prédécesseur de la trop fameuse D.G.E.R., que la résistance est assimilée à la défense nationale, et selon les propres paroles de de Gaulle : « la défense nationale c'est la France », il n'y a donc qu'un pas pour que la France, la vraie France bien sûr, ce soit le colonel Passy et autre « agent secret de la France combattante. »

Le discours de dimanche éclaire donc sous un jour nouveau les moyens que de Gaulle entend utiliser pour accéder à la dictature. La pourriture du parlementarisme bourgeois, la passivité des partis ouvriers ouvre la porte aux aventures bonapartistes, menées par une clique décidée et appuyée par des hommes de main. La clique et son chef existe... Les hommes de mains ? Pourquoi pas la D.G.E.R. et les réseaux de la France combattante que Passy le vaurien dirige? Est-ce par hasard que la manifestation de Bruneval réunit le ban et l'arrière-ban de ce que la résistance groupa d'éléments les plus réactionnaires et les plus violemment anti-ouvriers ? Est-ce par hasard que le rassemblement se fit par convocation rédigée en style militaire, que le voyage fut payé, le service d'ordre assuré par les chefs de section de l'ex-B.C.R.A. ? Non il ne faut pas voir dans cette succession de faits, autre chose que la volonté décidée de l'apprenti-dictateur de battre le rappel de ses troupes. A quand l'action ? Ce n'est pas si facile. Il est improbable que la prise du pouvoir se fasse par les moyens légaux. Alors il faut organiser « le pronunciamento » à la mode sud-américaine. De Gaulle et ses séides s'y emploient. La manifestation de Bruneval doit être pour chaque travailleur un grave avertissement. Seule l'action des masses pourra briser dans l'œuf, toute tentative d'instauration de pouvoir fort, les travailleurs doivent être vigilants et s'organiser pour répondre à toute offensive antidémocratique.

M. THIBAULT.

Le calcul gouvernemental :

Le minimum de 7.000 fr. sur 48 heures doit permettre de bloquer à nouveau les salaires

APRES de multiples tergiversations, le gouvernement décidait, au début de mars, de fixer le minimum vital dans la région parisienne à 7.000 francs par mois pour une durée hebdomadaire de 48 heures. La revalorisation sera calculée sur les salaires légaux bruts, et non sur les salaires nets comme certains l'espéraient. Les salaires bruts inférieurs à 7.000 francs doivent être augmentés d'une indemnité telle que le total brut atteigne 7.000 francs, l'indemnité étant exempte de prélèvements. Le salaire moyen départemental va donc passer de 5.800 francs à 6.700 francs environ.

Le nombre de travailleurs pouvant bénéficier de cette augmentation est excessivement réduit, étant donné que la grosse majorité a déjà un salaire brut supérieur à 7.000 francs.

De plus le calcul est établi sur la base de 48 heures de travail par semaine. L'offensive contre les 40 heures amorcée par Schumann et Ramadier au parlement se concrétise. La première décision officielle sur la révision de la durée du travail vient d'être prise par la bande, remettant en question une des conquêtes essentielles de juin 1936.

Ajoutons encore que la revalorisation limitée aux salaires bruts inférieurs à 7.000 francs ne s'applique pas à toute la hiérarchie des salaires. Il ne s'agit que de relever les salaires « anormalement bas ».

Si minime qu'eût été cette revalorisation, elle aurait cependant été favorablement accueillie par les bénéficiaires. Mais le gouvernement, peu pressé, n'a pas, depuis plus d'un mois, sorti le décret d'application. Si bien qu'on en est toujours au point mort. Il est probable que les ministres se décideront à donner force de loi à leurs décisions, mais leurs hésitations sont dues certainement à la crainte que la mise en application des mesures qu'ils proposent ne suscite une vague de mécontentement dans les milieux ouvriers.

(LIRE LA SUITE EN PAGE 4.)

DALES... SCANDALES... SCAN

La Société bourgeoise ne peut cacher sa pourriture

COMPLOTS DE L'ÉGLISE

Quinze jours à peine après la découverte du complot des soutanes, qui fit grand bruit, toute la presse est devenue muette sur les menées des curés fascistes. Des révélations sensationnelles annoncées par *Ce Soir*, de l'indignation de *Franc-Tireur*, il ne reste plus que de rares entrefilets. Mais les curés fascistes, eux, mettant ce silence à profit, inondent le pays de milliers de tracts et d'affiches, transforment les messes en meetings, se vantent de leur « pitié » pour les miliciens et les nazis, assassins d'ouvriers.

Ainsi, la bourgeoisie n'avait levé un coin du voile sur les scandales de son clergé que pour faire oublier les scandales tout frais de sa police. Aujourd'hui, elle enterre le complot des soutanes parce qu'il soulève l'indignation des travailleurs. Voilà pourquoi Depreux, ministre « socialiste » de l'Intérieur, docile aux ordres de l'Evêché, fait taire les journaux ouvriers ; voilà pourquoi il ordonne que les curés fascistes soient conduits devant le juge *en civil*, pour dissimuler aux travailleurs la complicité avec le fascisme de l'Eglise et de la Religion *tout entière*.

(LIRE LA SUITE EN PAGE 4.)

— J'ai pas encore osé lui montrer les journaux.

CORRUPTION DE LA POLICE

Les scandales de la IIIe République étaient des scandales financiers. Panama, Oustric, Stavisky et d'autres affaires montrèrent comment le chèque et le billet de mille assuraient l'influence d'escrocs et de trafiquants sur les gens « influents ».

Dans la IVe République, ce ne sont plus seulement le chèque et le billet de mille, mais le revolver, le « gang » crapuleux qui dominent l'Etat capitaliste et s'attachent les politiciens et les fonctionnaires.

Quel meilleur exemple de la pourriture complète de l'Etat capitaliste, que l'affaire Joanovici ?

Le gangster évolue pendant des années dans les hautes sphères de la société dans une ambiance qui rappelle celle des films de gangsters américains les plus classiques. Qu'en juge par cette description empruntée à Franc-Tireur du 22 mars :

« Joano venait souvent rue Vignon, flanqué de deux ou trois gardes du corps. Les employés se souviennent de ces hautes silhouettes, muettes et disciplinées, protégeant le « maître » et lui obéissant aveuglément. Et toujours, dans les fêtes, dans les banquets, dans les dîners intimes, « M. Joseph et ses boys » étaient rapidement reconnus. »

Voilà l'ambiance. Et maintenant les personnages, ceux, du moins, dont on n'a pas pu cacher l'existence :

D'abord le doyen des juges d'instruction, Marchat. Joano lui avait sauvé la vie, grâce à ses liaisons avec la Gestapo. Alors le juge « résistant » et le gangster agent double deviennent copains comme cochons. Le juge reçoit souvent Joanovici, dans son cabinet. Et il explique : « Cet homme m'a probablement sauvé la vie. Je ne pouvais tout de même pas lui interdire ma porte. » Mais il y a mieux. Marchat protège la bande à Joanovici. Il va trouver un juge de Melun pour lui dire que, s'il tient à son poste, il ferait mieux d'enterrer l'affaire Scaffa (assassiné par Joanovici et l'inspecteur de police Piednoir). Comme le juge Legentil fait mine de s'entêter, il le fait déplacer. Le ministère de la Justice est ainsi aux ordres de Joanovici.

Il y a un autre juge dans le bain : M. Dousimoni, de la section politique de la Cour de Justice, chargé de toutes les affaires des Gestapos, (rue Lauriston, rue des Saussaies, avenue Foch, etcf). Ce magistrat a mis Joano en liberté « avec l'accord de ses chefs ».

JOANOVICI

Y a-t-il d'autres magistrats compromis ? Quoi qu'il en soit le ministre de la Justice éprouve le besoin de dire, dans un discours à Nantes, le 29 mars : « Je me permets de dire que l'unanimité (sic) du corps des magistrats français est saine. » M. André Marie, ministre de la Justice, n'y va pas par quatre chemins. Ses conceptions diffèrent de celles des millions de travailleurs qui pensent que c'est toute la justice bourgeoise qui est pourrie, qu'il n'y a rien de bon à attendre de tout le système judiciaire, l'un des piliers de la domination politique de la bourgeoisie.

Car, tout de même, quand le doyen des juges d'instruction trouve tout naturel de fraterniser avec un Joanovici, on ne nous fera pas croire que « la vie publique et privée des magistrats français est digne » (autre citation du même discours). Digne, la justice bourgeoise ! qui tout entière prête serment à Pétain, protège les assassins, condamne les F. T. P. et épargne les fascistes. Digne de disparaître à jamais, oui. C'est la seule dignité qu'on puisse lui accorder.

Le juge Marchat justifiait encore son amitié pour Joano par cet argument : « Je savais les grands services qu'il avait rendus à la préfecture de Police ». De la magistrature à la police, comme on voit, il n'y a qu'un pas. La corruption de l'une complète celle de l'autre. C'est ce que nous verrons la prochaine fois.

(A suivre.)

Max GEOFFROY.

PAS DE DEMI-MESURES

Libérez MAI !

Devant les protestations de plus en plus nombreuses venant des travailleurs, le gouvernement a dû renoncer à livrer le député vietnamien Duong Bach Maï aux bourreaux de Saigon.

Maï bénéficie donc d'une mesure « de faveur ». On l'a débarqué en cours de route dans un bagne de Djibouti, en attendant que M. Bollaert, commissaire du gouvernement en Indochine, « statue sur son sort ».

Cela signifie évidemment que Maï ne sera même pas jugé régulièrement. On craint que les travailleurs vietnamiens ne manifestent en faveur de sa libération, si on le jugeait à Saigon.

Dans nos syndicats et nos organisations, il faut donc, plus que jamais, exiger la libération de Duong Bach Maï, arrêté arbitrairement.

Les trotskystes, qui ont des comptes à régler avec Maï, au sujet de sa répression des révolutionnaires vietnamiens, attendront qu'il puisse s'expliquer librement devant ses compatriotes et devant tous les travailleurs. Pour cela il faut d'abord tirer Maï des griffes de la bourgeoisie colonialiste dont nous n'entendons pas faire le jeu.

Une nouvelle sensationnelle : Le premier prix du concours d'abonnement

HUIT JOURS de VACANCES en ANGLETERRE

Grâce à un geste particulièrement fraternel de nos camarades anglais, LA VERITE est en mesure d'offrir au vainqueur de son concours d'abonnements UN VOYAGE ENTIEREMENT GRATUIT DE HUIT JOURS, CET ETE, EN ANGLETERRE. Le gagnant sera l'invité de nos camarades du R.C.P. (section anglaise de la IVe Internationale). LA LISTE COMPLETE DES PRIX (DONT PLUSIEURS AUTRES VOYAGES GRATUITS EN FRANCE, DES LIVRES, DES BOURRICHES, ETC.) SERA PUBLIEE DANS LE PROCHAIN NUMERO AVEC UN PREMIER CLASSEMENT.

DES AUJOURD'HUI, AU TRAVAIL !

VÉRITÉS...

Contradictions

La section de Brest du P.C.F. a organisé un meeting qui avait deux buts.

Premier. — La position du P.C.F. au sujet de la guerre d'Indochine.

Deuxième. — Protestation contre le député M.R.P. Monteil, qui a déclaré que le travail ne va pas fort dans les arsenaux.

Les contradictions ne gênent pas le P.C.F.

Nous sommes tout à fait d'accord avec lui pour dire que ça n'est pas de sa faute si quelque chose cloche dans la fabrication des armements.

Ça n'est pas non plus de sa faute si les colonialistes n'ont pas encore réussi à écraser le peuple vietnamien.

La Compagnie du Gaz triche...

Le prix du gaz devait être augmenté à partir du 1er janvier dernier.

Le dernier relevé a été payé fin novembre, et le suivant devait être distribué fin janvier.

Normalement, sur la dernière quittance, il aurait dû y avoir deux prix :

Décembre, à l'ancien tarif,

Janvier au nouveau.

Mais la compagnie du gaz a simplifié l'affaire et a aligné le prix de la consommation de décembre au nouveau tarif de janvier. Et hop ! une entourloupette en passant. Qui va protester ? Qui va refuser de payer ? « Bah, on n'en est plus à une canaillerie officielle de plus », se dit le cochon de payant, résigné, qui paiera, bien sûr, pour ne pas être « coupé ».

« On croit mourir pour la patrie, on meurt pour les industriels »

A l'annonce du vote par la Chambre des députés du budget de la Guerre, la plus grande satisfaction règne au camp des capitalistes.

Du 19 au 20 mars, les actions ont drôlement monté en bourse :

Banque d'Indochine passe de 12.350 *à* 12.500 ;

Charbonnages du Tonkin passe de 2.610 *à* 2.670 ;

Caoutchouc indo passe de 1.910 *à* 1.955 ;

Distillerie d'Indochine passe de 938 *à* 950.

En voici d'autres qui devaient jubiler en écoutant l'intervention du néo-socialiste Ramadier, passé aujourd'hui dans le clan blumiste :

Hotchkiss passe de 2.240 *à* 2.270 ;

Schneider passe de 2.905 *à* 3.050 ;

Munitions C.T.G. passe de 50.000 *à* 52.050.

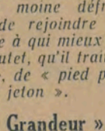
Gageons, à coup sûr, que tous ces messieurs sont pour le « produire, produire » cher à Maurice Thorez !

Un curé qui a de l'estomac

Avant la guerre l'U.P.R. (lisez l'Union Patriotique Républicaine), aujourd'hui oubliée, était représentée en Gironde par deux députés : Philippe Henriot, décédé à la suite d'un incident technique, et l'abbé Berger.

Ce dernier, laissant la radio à son collègue, animait un journal dont le titre vaut un programme : « Les Soutanes françaises ». Il y appelait la jeunesse française à combattre contre le « danger bolcheviste ».

A la Libération, il a été arrêté et l'année dernière jugé et acquitté ! Depuis, il a repris ses prêches en sa bonne paroisse de Saint-Emilion. Ça ne lui suffit



pas. Il prétend exiger maintenant que les institutrices laïques organisent des fêtes dont les bénéfices iront à ses « bonnes œuvres ».

Mais il se peut que le Front laïque de la jeunesse antifasciste de la Gironde *le rappelle à un peu plus de modestie.*

La médaille militaire au moine sanglant

Le gouvernement français « n'est pas en guerre contre l'Etat associé du Viet-Nam », il s'agit seulement de « bienveillantes opérations de police ».

Mais on apprend en même temps que le valeureux moine sanglant d'Argenlieu vient d'être décoré de la médaille militaire, *« décoration décernée aux seuls officiers qui ont commandé en chef devant l'ennemi en temps de guerre ».*

Cette médaille est offerte par le gouvernement en échange du

poste de haut-commissaire laissé par le moine défroqué, qui, avant de rejoindre ses frères, vitupère à qui mieux mieux contre Moutet, qu'il traite de « jantoche », de « pied plat » et de « faux jeton ».

« Sa Grandeur » regarde par le trou de la serrure

Dimanche, de Gaulle a fait son assemblée générale d'information à Bruneval. Rien de sensationnel encore. Le bonhomme n'est pas pressé. Chaque chose en son temps. Pour le moment, il s'agit d'ouvrir l'œil, et le bon, sur ce qui se passe. On était un peu loin à Colombey, et le silence était trop lourd. Alors, premier temps, le général vient à Paris, soi-disant pour faire plomber une dent creuse. En fait, c'est chez lui un défilé ininterrompu des anciens « résistants » de la radio de Londres, des officiers réactionnaires, des agents du B.C.R.A.

Deuxième temps : à Bruneval, « on » rassemble à nouveau ses hommes de main et on fait savoir qu'on est là, toujours à la disposition du « bon peuple de France ». « Le jour va venir... », dit Sa Grandeur, confirmant ainsi l'opinion personnelle d'un membre éminent du Bureau politique du P.C. qui, donnant son avis à un ami personnel sur la situation, ajoutait : « Ce gouvernement ne vaut rien (*celui de Ramadier*), c'est sûr, la pétaudière continue. Nous avons eu Bidault, nous avons eu Blum... Il y a encore une solution à essayer... Un gouvernement présidé par nous, mais ça ne serait pas mieux. »

— Et après, alors ? *déclara l'ami.*

— Après ?... Ce sera de Gaulle... *répondit le stalinien !*

On aurait pu faire un beau carton à Bruneval

Ce qui était cocasse dimanche à Bruneval, c'était de voir tout le ramassis qui entourait « Sa Grandeur ».

Nous avions là tous les calotins connus et inconnus, les soutanes — AVEC LEUR COMPLOT — les officiers supérieurs en occupation en Allemagne, repaire de collabos, de vichystes, de L.V.F., de miliciens ; des jésuites, les laquais serviles Michelet, de Raulin, Soustelle, Maurice Schumann, Debu-Bridel. On remarquait le moine sanglant d'Argenlieu, épousant la cause du général, dans l'espoir de reprendre, grâce à lui, son poste en Indochine, puis tout près du maître, le colonel Passy — Passy AVEC SON AFFAIRE... — dont personne ne parle plus, car ceux qui auraient pu le faire sont étendus par terre, sous des barriques de vin, les autres sous des points de textile et des bons d'essence. Passy à côté de Maurice Schumann — AVEC SON PARACHUTE — et nullement gêné par la promiscuité !

Tous ces ratés de la politique, ces généraux ambitieux assoiffés de pouvoir et d'honneur sont soudés par une haine aveugle du peuple et la peur de la révolution.

N'oublions pas de souligner — à tout hasard — que l'Angleterre était représentée à Bruneval par Duff Cooper et le Canada par le général Vanier...

LA SUITE DES PRÉCISIONS APPORTÉES PAR LE LIVRE DE LOUIS BUDENZ AUX CRIMES DE STALINE

LE 24 AOUT 1940, UN TUEUR A GAGES PERPÈTRE LE PLUS ODIEUX FORFAIT DU G.P.U.

JACSON ASSASSINE TROTSKY

Nous avons commencé, la semaine dernière, la publication des révélations de L. Budenz, ex-directeur de l'organe central communiste américain, membre de son bureau politique, sur l'assassinat de Trotsky. Nous continuons à extraire du livre de Budenz, hier gangster au service du G.P.U., aujourd'hui réactionnaire notoire, des renseignements sur la haine de Staline à l'égard du fondateur de la IVe Internationale.

Les débuts de la persécution

La date exacte à laquelle Staline décida de faire disparaître Trotsky n'est pas encore connue. Il lui fallait agir avec circonspection. Trotsky était indéfectiblement lié à la révolution victorieuse de 1917. Les travailleurs russes le vénéraient en tant que créateur de l'Armée rouge.

Banni à Alma Ata, en 1927, puis exilé à l'étranger, Trotsky se rend en France puis en Norvège. En 1936, le Kremlin échafaude le premier grand procès de Moscou. Il espérait ainsi faire pression sur le gouvernement norvégien et l'obliger à livrer Trotsky. Le ministre de la Justice Trigve Lie (actuellement secrétaire général de l'O.N.U.) les ayant fait arrêter, le sort de Trotsky et de Natalia semblait décidé.

Le Mexique, terre d'espoir

Cependant, le président mexicain Cardenas fait échouer les projets de Staline en offrant aux deux persécutés le droit d'asile dans son pays. Le G.P.U. se voit donc obligé de reconsidérer son point de vue et d'élaborer une nouvelle tactique.

En octobre 1939, Jacson, qui devait être, un an plus tard, l'assassin de Trotsky, arrive à Mexico. Mais il reste à l'arrière-plan et n'accompagne même pas sa femme, Sylvia Ageloff, lorsque celle-ci va, en fidèle amie, voir Trotsky et Natalia.

La conspiration s'organise

En janvier 1940, le G.P.U. réorganise la direction du parti communiste mexicain. Une commission de contrôle, mystérieusement désignée, relève de ses fonctions de chef du parti Laborde, effrayé de la responsabilité d'organiser le meurtre. La presse stalinienne et syndicale mène une campagne systématique contre Trotsky, traité « d'ennemi de Mexico » et « d'agent de Wall Street ». Jacson se couvre derrière sa femme, se ménage des accointances parmi les gardes de la maison. David Serrano, membre du bureau politique du P.C. mexicain, se procure des uniformes de policiers.

SIQUEIROS

Quatre heures du matin : les mitraillettes crépitent

Le 24 mai 1940, un groupe de vingt-cinq hommes, déguisés en policiers et conduits par le peintre David Alfara Siqueiros, entrent par surprise dans la maison de Trotsky.

Qui a donné l'ordre au jeune Robert Sheldon Harte, membre du parti trotskyste américain, de garder cette nuit-là dans la maison de Trotsky, d'ouvrir la porte ? C'est un point qui n'est pas encore éclairci. Les assaillants prennent sous un feu nourri la chambre à coucher du compagnon de Lénine. Natalia et Trotsky, éveillés par le bruit, échappent au sort fatal qui les attendait en se blotissant dans un coin.

En se retirant, les gangsters du G.P.U. enlèvent Harte qui est assassiné dans la montagne par les frères Arenal. Ils brûlent le cadavre qui est découvert le 25 juin. Les meurtriers disparaissent.

L'enquête de la police

La police mexicaine commence son enquête. Chose curieuse, cette enquête est déviée, du jour au lendemain, des staliniens sur la maisonnée de Trotsky. La presse stalinienne déclare que l'assaut a été organisé par Trotsky lui-même. Cette orientation de l'enquête devient telle que Cardenas doit intervenir personnellement pour remettre les policiers mexicains dans la bonne voie.

Le 18 juin, vingt-sept membres du parti communiste sont arrêtés et leur défense assurée par Pavon Flores, membre du comité central.

Il faut supprimer Trotsky

L'échec de la tentative du 24 mai ne décourage pas le G.P.U. qui, cette fois, confie la besogne à Jacson.

Le 20 août, celui-ci, sous prétexte de demander l'avis du « vieux » pour un article, se rend chez Trotsky. Tandis que ce dernier lit le manuscrit, Jacson lui assène un coup de piolet derrière la tête puis, au cours de la lutte qui s'ensuit, le frappe de nouveau sauvagement à la face. Blessé à mort, le « vieux » parvient à maîtriser Jacson jusqu'à l'arrivée des gardes. « Ne le tuez pas, leur dit-il, il doit parler : c'est un fasciste ou un membre du G.P.U. »

Ces révélations de Budenz confirment l'opinion de Trotsky mourant Le passeport de Jacson appartenait à un Canadien des Brigades Internationales mort en Espagne.

Aujourd'hui, Jacson jouit en prison d'un traitement de faveur. Il reçoit de nombreuses visites féminines, se livre à des festins enviables dans sa cellule et voit son compte en banque s'accroître chaque mois.

Les tueurs à gages du G.P.U., s'ils peuvent supprimer nos militants, seront incapables d'empêcher les travailleurs de venir vers la 4e Internationale, d'interrompre la marche de la révolution socialiste.

Un jour viendra où les fossoyeurs de la Révolution prolétarienne devront rendre compte de leurs calomnies et de leurs crimes. Le prolétariat révolutionnaire ne pardonnera pas à Budenz, bien qu'il soit devenu témoin à charge, les crimes dont il a été complice. Les Budenz et les Jacson seront impitoyablement châtiés.

" PAS UN MOT SUR LE MEURTRE d'Ignace REISS "

avait ordonné le Guépéou à Louis Budenz

Le 4 septembre 1937, non loin de Lausanne, la police suisse trouvait le corps d'un homme criblé de balles. Sa main crispée serrait une touffe de cheveux gris.

Un passeport tchécoslovaque, trouvé sur lui, indiquait un nom : Maus Eberhardt. Justement, peu de temps auparavant, la police avait reçu une lettre anonyme accusant Eberhardt d'être un trafiquant de drogue...

L'enquête de la police suisse allait révéler quel rôle le Guépéou avait joué dans le meurtre. Et Louis Budenz apporte, aujourd'hui, s'il en était besoin, une autre preuve, indirecte, de la culpabilité du Guépéou en indiquant, dans son livre « This is my story », qu'il avait reçu l'ordre du Guépéou de se taire sur l'assassinat d'Ignace Reiss.

L'agent du Guépéou
RENATA STEINER

Car c'était Ignace Reiss dont le corps avait été trouvé par la police suisse. Ignace Reiss, dont tous les papiers d'identité avaient été enlevés par les assassins qui les avaient remplacés par un passeport au nom d'Eberhardt afin de faire croire à un règlement de comptes entre gangsters, Ignace Reiss dont la femme devait, peu après, identifier le cadavre.

Cet ancien fonctionnaire du Guépéou, décoré de l'ordre du Drapeau rouge, avait rompu avec le stalinisme et annoncé, le 27 juin 1937, son intention de rejoindre la IVe Internationale. Deux mois après, il était assassiné.

La police suisse parvint, au cours de son enquête, à identifier l'un des meurtriers : il s'agissait de Gertrude Schilbach qui avait été chargée d'attirer Ignace Reiss dans le guet-apens en raison de ses relations passées avec lui. Les cheveux arrachés par le malheureux qui se débattait furent reconnus comme étant les siens.

Par cette filière, la police suisse parvint à identifier d'autres agents du Guépéou et tout d'abord un certain « François Rossi », en réalité Roland Abbiat dans les bagages duquel on trouva des documents sur le Mexique et en particulier sur Coyoacan, où résidait Trotsky, et qui avait fait une demande de passeport pour le Mexique.

Puis la police mit la main sur Renata Steiner, un autre agent du Guépéou. Elle avait été chargée de filer Léon Sedov, le fils de Trotsky. Elle indiqua les noms d'une série d'autres agents staliniens et relata comment Léon Sédov avait été attiré dans un guet-apens auquel il put échapper de justesse.

La police suisse, au terme de son enquête, put établir que les fils du complot, qui avait abouti à la mort de Reiss, partaient de Paris. Elle demanda à la police parisienne d'arrêter et d'extrader Grosovsky, sa femme Lydia, Belitzky et trois autres agents du Guépéou établis à Paris comme représentants commerciaux soviétiques.

Mais le gouvernement français était alors peu désireux d'avoir des complications diplomatiques à un tel sujet. Les agents du Guépéou, dont l'extradition était demandée par la Suisse, purent s'enfuir tranquillement, certains d'entre eux ayant obtenu d'être relachés après un semblant d'enquête, les autres n'ayant pas attendu la convocation de la police française pour gagner Moscou.

On comprend, devant l'importance exceptionnelle de cette affaire révélatrice, que le Guépéou ait donné à Budenz, rédacteur en chef de l'agence stalinienne aux Etats-Unis, l'ordre de ne pas souffler mot à ce sujet.

LA VIE DU PARTI

LE P. C. I. PROPOSE L'UNITE ORGANIQUE AVEC LE GROUPE DE L'UNION COMMUNISTE

Un incident technique dont nous nous excusons nous a empêchés de rendre compte dans le dernier numéro de la « Vérité » de l'entrevue qui a eu lieu le 9 mars 1947 entre le P.C.I. et l' « Union communiste », groupe se réclamant du trotskysme. Une délégation de l' « Union communiste » avait été conviée par le Comité central du P.C.I. à étudier avec lui les possibilités d'unification des deux organisations.

Invités à préciser leur façon de concevoir l'unification tant sur le plan politique que sur le plan pratique, les délégués de l' « Union communiste » ont demandé au Comité central du P.C.I. de rectifier d'abord une « mise au point » concernant leur groupe, parue dans le numéro 154 de la « Vérité ».

A ce sujet, le Bureau politique du P.C.I. signale que cette « mise au point » n'était nullement destinée à attaquer politiquement l' « Union communiste », encore moins à jeter le discrédit sur ses militants. Elle avait seulement pour but de dissiper toute équivoque sur l'appartenance de ce groupe à la IVe Internationale et de préciser que sa politique ne pouvait en aucune façon engager le P.C.I.

Le Bureau politique du P.C.I. a regretté qu'un malentendu ait pu se produire sur l'interprétation de cette note. Malgré ces précisions, apportées lors de l'entrevue du 9 mars, la délégation de l' « Union communiste » n'a pas cru devoir apporter une réponse positive et constructive aux suggestions du P.C.I.

Le P.C.I. a proposé que ses suggestions soient portées à la connaissance des deux organisations et que le compte rendu sténographié de l'entrevue du 9 mars soit publié de part et d'autre dans le cadre d'une discussion intérieure.

Région parisienne

Permanence centrale

NOUS RAPPELONS A NOUVEAU LES HEURES DE PERMANENCE DU BUREAU REGIONAL : TOUS LES SOIRS, DE 18 A 20 HEURES. LE SAMEDI, DE 14 H. A 19 H. 30. Les responsables de presse doivent passer prendre le journal les jeudi et vendredi soir et le samedi après-midi.

Annonce de réunions

LA REUNION DES RESPONSABLES DE PRESSE de la région aura lieu, le 14 avril, au local central, à 20 h. 30. Présence indispensable de tous les responsables. L'ordre du jour sera communiqué dans le prochain numéro de la « Vérité ».

Discussion sur l'U.R.S.S.

En vue de la préparation de la Conférence nationale sur l'U.R.S.S. la discussion s'est engagée dans la région parisienne. Quatre réunions ont eu lieu sur la « nature de l'U.R.S.S. ». Diverses tendances se sont exprimées. A remarquer que beaucoup de camarades n'avaient pas suffisamment étudié les textes qui étaient mis en discussion. D'autre part, un certain nombre de camarades n'ont pas assisté à ces réunions.

Le bureau régional parisien insiste auprès des responsables de rayons et de cellules pour qu'ils s'attachent particulièrement à suivre dans les cellules le travail de préparation à ces réunions : vérifier si les camarades ont bien les textes, s'ils les ont lus, s'ils viendront à la réunion, etc...

Le RAYON EST ouvrira la deuxième discussion sur « la politique extérieure de la bureaucratie stalinienne », le mercredi 9 AVRIL, à 20 H. 30, au local central. Tous les camarades du rayon doivent être présents.

*

La discussion sur le glacis aura lieu en assemblée plénière de la région, le 27 avril, à 14 h. 30. Le lieu sera communiqué ultérieurement.

AVIS

Des carnets d'abonnements sont diffusés à la région en vue du concours d'abonnements. RESPONSABLES DE CELLULES, vérifiez bien que chaque camarade de la cellule ait son carnet d'abonnement.

AUX TRESORIERS DES CELLULES

Matériel en vente à la permanence générale :

1° Bulletin intérieur national de mars 1947 (textes divers) ;

2° « L'Organisateur communiste » n° 1 (Bulletin national d'organisation paraissant mensuellement) ;

3° Revue *Quatrième Internationale* de Janvier-février ;

4° « L'U.R.S.S. au lendemain de la guerre et la politique des partis communistes », tome III. Prix : 20 francs.

Les trésoriers ont jusqu'au 15 avril pour régler cotisations et matériel en retard. A partir de cette date, aucun bulletin ne sera remis à la cellule qui ne sera pas en règle avec la R. P.

Région de Toulouse

Les camarades de Toulouse ont organisé le 16 mars une conférence régionale à laquelle assistaient des camarades de Montauban, de Verdun-sur-Garonne et un camarade de la région Centre.

Il a été décidé d'unifier en une seule région les départements suivants : Haute-Garonne, Ariège, Tarn, Gers, Tarn-et-Garonne, Aveyron, Lot. Ce sera la région Garonne du P. C. I.

Un plan de travail a été établi prévoyant entre autres des réunions de sympathisants dans divers quartiers de Toulouse.

Nos camarades terminent leur rapport en disant : « Nous sommes décidés à nous faire entendre et les travailleurs nous entendront ! »

Région de Montluçon

Un communiqué a paru dans « Le Centre Républicain » du 20 mars 1947, déclarait : « M. André Lacombe, bar « A la Fillette », 20, rue de la République, à Montluçon, certifie qu'il n'a jamais donné l'autorisation à M. Kilisky d'établir une permanence politique dans son établissement. »

En nous transmettant le communiqué, notre camarade Kilisky nous explique qu'après avoir montré le journal « La Vérité » à M. Lacombe, il lui a demandé de tenir dans son café une permanence pour les camarades qui auraient des renseignements à demander sur le journal. M. Lacombe ayant accepté, les camarades de Montluçon se sont réunis deux fois dans le bar en question, à la suite de quoi le propriétaire est venu déclarer à Kilisky que cela lui faisait du tort. « Drôle de démocratie, écrit notre camarade, si le fait de réunir quelques camarades fait quitter l'établissement à ceux professant des idées adverses. Ce ne sont pas des camarades socialistes, j'en suis certain, ils sont plus conscients que cela. C'est probablement quelques jeunes qui n'ont pas connu le parti socialiste de France et ne savent pas comment est né le Parti communiste français, qui était section française de la IIIe Internationale. Nous, communistes internationalistes IVe Internationale, nous sommes les continuateurs du parti socialiste de Guesde et de la IIIe Internationale de Lénine et Trotsky : de Liebknecht et de Luxembourg assassinés en Allemagne. Que M. Lacombe et ses clients soient tranquilles : nous avons trouvé une adresse pour notre permanence. Je demande à tous ceux qui veulent discuter sur les problèmes de la classe ouvrière et des petits commerçants, et ceci internationalement, de venir nous voir, ils seront les bienvenus ».

3.000 Vietnamiens protestent à Marseille contre l'arrestation de Maï

Le P.C.I. apporte son soutien complet à la manifestation

Le samedi 22 mars, Duong Bach Maï, le leader vietnamien arrêté pour satisfaire la réaction et les colonialistes, était emprisonné à Marseille, attendant son embarquement sur le « Vercors ». C'était l'heure de déclencher une action de masse, de lutter pour sa libération, de protester contre son envoi à Saïgon.

Les travailleurs indochinois le comprirent spontanément. Ils décidèrent une manifestation pour le lendemain.

Le P.C.F. se dérobe

Le P.C.F. fut immédiatement alerté, mais refusa de soutenir la manifestation. Les staliniens déclarèrent qu'*ils ne pouvaient pas prendre des décisions qui généraient leurs ministres au gouvernement.* Ils prétextèrent également qu'aucun responsable ne pouvait être touché.

Le P.C.I. intervient

Prévenus, le dimanche à 13 heures, nos camarades marseillais, qui sont loin de posséder les moyens techniques du P.C.F., décidaient, malgré les 2 heures 30 qui les séparaient de la manifestation, d'intervenir. Ils rédigeaient et tiraient le tract suivant :

Travailleurs marseillais,

La région marseillaise du parti communiste internationaliste (Section française de la IVe Internationale) appelle la population laborieuse de Marseille, tous les militants ouvriers : syndicalistes, communistes, socialistes, anarchistes, sans parti, à manifester contre l'arrestation à Paris et l'embarquement à Marseille du représentant du Viet Nam : Duong Bach Maï.

Opposez-vous à son transfert à Saïgon : on sait trop ce que signifie cette remise aux mains des colonialistes d'Indochine..

...Front unique contre le capitalisme, l'impérialisme et le colonialisme.

Pas un sou, pas un homme, pour la guerre coloniale.

Libération immédiate de Duong Bach Maï et de tous les militants vietnamiens qui l'ont précédé dans les geoles de la bourgeoisie française.

Un « front unique » spontané

A 15 heures 30, brandissant leurs banderoles revendicatives, les quelque 3.000 indochinois de Marseille défilèrent dans un ordre impeccable. M. Moyon, préfet des Bouches-du-Rhône, fut bien surpris en les voyant arriver. Alors qu'il fait cerner le camp par les gardes mobiles au moindre incident, il avait, pour une fois, oublié de consigner les trop remuants Vietnamiens.

Les militants du P.C.F. qui se trouvaient par hasard sur le parcours du cortège étaient isolés, impuissants contre la hargne des P.R.L., M.R.P., et autres colonialistes. *Ils se sont montrés très heureux de rencontrer nos distributeurs de tracts avec lesquels ils ont fait spontanément le front unique pour réclamer la libération de Maï, la fin des hostilités, l'indépendance des peuples coloniaux.*

M. Moyon s'est vengé. Depuis le lundi midi, les travailleurs indochinois sont consignés. Ils n'ont pas pu prendre part à la manifestation de la C.G.T., le mardi 25. Cependant quatre délégués avaient pu échapper à la police et ils furent acclamés par les travailleurs marseillais. Mais aucun des bonzes qui présidaient à la manifestation ne leur accorda la parole. Ils furent seulement admis à prendre place sur l'estrade à titre d'auditeurs.

Les dirigeants de la C.G.T., d'obédience stalinienne, savaient que les Vietnamiens parleraient contre « l'Union Française », réclameraient, sans doute, l'action directe pour délivrer leurs camarades encerclés dans les camps.

Une attitude coupable

Nous lisons dans la presse du P.C.F. : « Il faut sauver Duong Bach Maï ». Lors de la manifestation de la C.G.T., des résolutions furent notées demandant la cessation des hostilités, la libération des Vietnamiens cernés dans les camps, etc...

Ces phrases et ces résolutions sont belles ! Mais, après les avoir écrites, les dirigeants du P.C.F. auraient dû faire appel à leurs milliers de militants, marcher vers les camps encerclés. Ils auraient dû, le dimanche, obliger les gardiens de Maï à relâcher leur prisonnier.

Il est facile de s'élever par écrit contre une décision injustifiable du gouvernement (auquel on collabore) surtout 24 heures après le départ du *Vercors*, le bateau qui conduit Maï vers les tribunaux militaires de Saïgon.

Quand on sait qu'aucune mesure de sécurité n'a été décidée pour venir en aide aux délégués indochinois qui ont bravé les sanctions de la police pour assister à la manifestation du 25, on ne peut que dénoncer l'attitude des responsables. Disposant de plusieurs milliers de militants ouvriers, ils se sont révélés incapables de prendre les mesures élémentaires de protection que sont en droit d'attendre des camarades ouvriers en butte à la colère des bourgeois.

On ne peut que condamner enfin l'attitude du P.C.F. qui a refusé, à trois reprises, de mener une action commune avec le P.C.I. en faveur du Viet Nam et des travailleurs indochinois.

CAMARADE LECTEUR

LA VERITE n'est pas pour toi un journal comme un autre. C'est le journal de tes revendications, le journal de ta classe, le journal qui lutte avec toi pour la Révolution socialiste. Tu connais ses difficultés financières, et tu sais aussi que sa disparition porterait un coup très grave à notre combat commun. Seul un effort CONTINU de ta part peut sauver LA VERITE. Sais-tu que pour sauver LA VERITE, IL TE SUFFIT DE VERSER MENSUELLEMENT LA SOMME DE 30 FRANCS ?

Un article de l' « École Syndicaliste » de la Loire dénoncé par le P.R.L.

MUTTER

Lors des débats sur l'Indochine, le P.R.L. Mutter s'est attaqué au Syndicat des instituteurs de la Loire pour un article paru dans « l'Ecole syndicaliste ». Dans cet article l'auteur se solidarisait avec le Viet-Nam et préconisait une action de classe internationale contre les colonialistes de l'Extrême-Orient.

Le texte incriminé, rédigé par une de nos camarades, avait été publié en tribune libre. Dès l'attaque de Mutter nombreux étaient ceux qui pensaient que les Staliniens se solidariseraient avec notre camarade. A la rigueur on pouvait s'attendre à ce que le P.C.F. ne prenne parti ni pour ni contre.

Cependant les Staliniens n'ont pas voulu reconnaître, même implicitement, que les trotskystes défendent d'une manière logique les peuples opprimés. Aussi, depuis quelques jours, un bruit s'est répandu selon lequel il est écrit : « Mort aux Français » dans l'article. Et quand ce bruit commença à se répandre, nos camarades du P.C.F. se désolidarisèrent à fond de train. Des lettres furent adressées au directeur du quotidien catholique local et à Mutter. Et, dans ces lettres, on lisait à peu près : « C'est pas moi qui ai rédigé cet article, c'est une trotskyste. »

C'est une trotskyste, bien sûr. Mais n'avait-elle pas raison, camarades du P.C.F. de dire la vérité et de préconiser une action efficace pour combattre la Banque d'Indochine et les divers colonialistes qui font des villages indochinois des Oradour !

Pas de dérobades... Vous prétendez vouloir faire cesser la guerre d'Indochine... et vous vous désolidarisez des seuls militants ouvriers qui, depuis des mois, mènent un combat logique contre l'expédition coloniale !

Le VIET-NAM héroïque :

70 ans de lutte contre l'Impérialisme

Complots et résistance des lettrés. 1890-1920

Durant les premières années de l'occupation française, la résistance vietnamienne se réduit à des complots de lettrés ou à des maquis comme ceux organisés par Phan Dinh Phung et De Tam, qui tiennent plusieurs années avant d'être exterminés. Ces premiers francs-tireurs de la résistance vietnamienne n'ont alors aucun appui social et la bourgeoisie indigène sans consistance n'a aucune perspective politique. Ses éléments les plus combatifs se tournent vers le Japon, la seule nation d'Extrême-Orient indépendante qui vient de battre la Russie en 1905.

C'est le cas de Phau Bôi Chau, célèbre lettré d'Annam qui cultive l'illusion d'instaurer le prince Cuong De sur le trône d'Annam avec l'aide du Japon. Ils se réfugient à Tokio pendant que leurs amis organisent des complots comme la tentative d'empoisonnement de la garnison française de Hanoï, en 1908, ou le soulèvement de la garnison annamite, en 1917. Sans programme capable d'intéresser les masses paysannes qu'ils méprisent, ils n'aboutissent, comme tous les mouvements terroristes, qu'à la décimation des plus courageux révolutionnaires. Déçu, par ailleurs, par l'impérialisme japonais, Phan Bôi Chau revient en Indochine où il est arrêté. Condamné à mort mais gracié, il deviendra collaborateur.

Après cette expérience infructueuse, Nguyen Hien, ami de Phan Bôi Chaud, mais qui s'en est séparé quand ce dernier s'est orienté vers le Japon, obtient du gouverneur de cette époque, Doumer, l'ouverture d'une école à Hanoï, dont le programme bouleverse les traditions mandarinales. L'école est gratuite et mixte ; on y enseigne le Quôc-Ngu, écriture en caractères latins accessible à tous, et l'apprentissage de métiers courants que dédaignent les mandarins. Le « Dong-Kinh-Nghia-Thuc » ou école gratuite du Tonkin connaît un tel succès que le gouvernement Doumer, effrayé, la fait fermer et arrêter les promoteurs dont Nguyen Hien qui est condamné à mort. L'intervention de la Ligue française des Droits de l'Homme réussit de justesse à faire commuer sa peine en travaux forcés à perpétuité, et il est envoyé à Poulo-Condor.

Parallèlement au mouvement de rénovation culturelle du Dong Kinh Nghia Thuc se développe en Annam un mouvement de rénovation des mœurs appelé Dong-Bao (coupeurs de cheveux) qui propage la nouvelle mode. Ce mouvement est parfaitement caractéristique d'une population opprimée par une dictature policière. Toute la volonté de lutte ne pouvant se manifester que par cette mode, il attire une telle masse d'individus qu'il se transforme en un véritable mouvement social réclamant la diminution des impôts. Inorganisé, il tombe sous les coups d'une répression gigantesque.

La résistance des lettrés est pour ainsi dire close. La guerre de 1914-1918 modifie la structure sociale de l'Indochine. Le commerce s'est développé, l'impérialisme français y installe une industrie dans la mesure où elle ne concurrence pas celle de la métropole. Ainsi croissant une petite bourgeoisie indigène de petits commerçants et de fonctionnaires et un prolétariat industriel et agricole. Les couches petites bourgeoises seront prises entre le désir de s'opposer à l'impérialisme français qui maintient le protectionnisme impérial et d'instaurer une république à l'image de la révolution chinoise de Sun Yat Sen, d'une part, et, d'autre part, le souci de conserver les bénéfices de l'exploitation paysanne. Ces tendances contradictoires caractérisent tous les partis nationalistes qui illustrent la vie politique annamite de la guerre de 1914-1918 aux révoltes de Yen Bay.

Les partis nationalistes

Le premier parti à tendance démocratique se forme entre 1920-1925, sous l'influence de Phan Chau Trinh, qui idéalise les milieux socialistes français embourbés dans le réformisme. Cependant, dans ce pays écrasé par la dictature militaire, le réformisme prend des allures révolutionnaires. Les conférences de Phan Chau Trinh soulèvent l'enthousiasme de la jeunesse annamite sans aboutir à la constitution d'un parti.

Nous commençons avec ce numéro la publication d'une enquête de J.-R. Chauvin sur les origines et l'évolution du mouvement de libération Vietnamien

Le parti constitutionnaliste

Si, dans son ensemble, la bourgeoisie annamite se tourne vers la collaboration avec l'impérialisme français, les divergences d'intérêts subsistent. Cette opposition d'intérêts conduit les courants nationalistes à s'appuyer sur les masses travailleuses. Tel est le parti constitutionnaliste dont l'évolution reflète typiquement l'instabilité politique de la petite bourgeoisie.

Fondé en 1923 autour de Nguyen Phan Long, le parti constitutionnaliste lutte contre les féodaux et les colons français. Il s'oppose au projet de concession en monopole du port de Saïgon à un puissant consortium français représenté par l'ingénieur Candelier. Il multiplie les manifestations, mobilise les masses aux obsèques de Phan Chau Trinh et fait tant de promesses que ses candidats sont élus en bloc au Conseil colonial. Mais, une fois élus, ils oublient les revendications ouvrières, droit de coalition et de grève, et même les simples revendications démocratiques, comme la liberté de réunion et de presse, pour ne plus réclamer que la... naturalisation française, le libre accès au barreau, etc., revendications essentiellement petites bourgeoises. Et lorsque, en 1930, éclatent de vastes mouvements de masses pour la diminution des impôts, les constitutionnalistes encouragent la répression et se font l'outil de la police colonialiste.

Le Tan-Viet

C'est parmi les petits fonctionnaires, instituteurs et commerçants du Nord-Annam que se recrute la société secrète qui change plusieurs fois de nom avant de prendre celui de Tan-Viet-Cach-Menh-Dang (parti révolutionnaire de nouvel Annam). Ses fondateurs, anciens conspirateurs des années 1900-1910, sont passés par Poulo-Condor. Tirant les leçons de leur échec antérieur, ils s'accordent, pour en trouver la cause, dans leur manque d'organisation. Le Tan-Viet, bien que numériquement faible, trois cents adhérents, sera un parti fortement organisé, mais il n'aura aucun programme politique précis, aucune homogénéité et, par suite, aucune influence sur les masses travailleuses. Dès le début, il se trouvera concurrencé par le Thanh-Nien (association de la jeunesse révolutionnaire annamite) de Nguyen Ai Quoc. Toute l'histoire du Tan-Viet est dominée par une lutte d'influence avec le Thanh-Nien. Le Tan-Viet est caractérisé par le mépris des coolies (il faut une certaine instruction pour y adhérer), par sa méfiance vis-à-vis des communistes et par un puéril esprit conspiratif qui lui fait tenir secret son propre programme. S'il adopte une phraséologie et une structure d'organisation communiste, ce n'est que pour mieux lutter contre le Thanh-Nien qu'il tente de noyauter par l'intérieur. Mais c'est le contraire qui arrivera, et il ne cessera de perdre des membres au profit du Thanh-Niên qui sera à l'origine des partis communistes indochinois.

Le Viet-Nam Quoc Dan-Dang

Parti nationaliste du Tonkin, plus connu en Europe à cause du rôle qu'il a joué en 1929-1930, le VNQDD ne se distingue pas du Tan-Viet par ses conceptions politiques qui sont aussi invertébrées. Des instituteurs, des publicistes et des journalistes ont constitué, en 1927, à Hanoï, une maison d'éditions qui est bientôt interdite. Leur leader Nguyen Thaï Hoc décide alors la création du VNQDD à l'imitation du Kuomintang. Son programme se réduit à chasser l'impérialisme et à instaurer la République. Il n'est aucunement question de réforme agraire comme dans tous les autres partis nationalistes ; il élargit son influence aux militaires et aux femmes. Financé par de riches bourgeois, il se développe et atteint 1.500 adhérents. Survient, à Hanoï, l'assassinat d'un « entrepreneur de recrutement » (1) qui provoque de multiples arrestations, surtout parmi les intellectuels. Nguyen Taï Hoc y échappe et continue à diriger le mouvement en le réorganisant selon les méthodes communistes de cloisonnement. Mais le parti se lance dans l'action terroriste, le putschisme. Travaillées par des agitateurs nationalistes, les garnisons annamites de Yen-Bay et de Lam-Tao se soulèvent dans la nuit du 10 au 11 février 1930, les officiers

DE LOUIS XIV A DEROULÈDE ?

La "dip'omatie" française à Moscou

Des quatre thèses présentées à Moscou par les occupants de l'Allemagne, la thèse française est sans conteste la plus cyniquement réactionnaire, et sinon par sa novicité, du moins par sa sottise, la plus dangereuse pour la paix en Europe et dans le monde.

Tout en réclamant le pillage en règle de la production courante, Molotov se fait le champion de l'unité politique et économique allemande. Bevin s'accroche à l'exploitation exclusive de la Ruhr par les capitaux anglo-saxons, mais il reconnaît cependant la nécessité d'un gouvernement central. Marshall, grand seigneur qui cherche à enfoncer le rideau de fer à coups de dollars, est le plus « libéral » de tous; on sait ce qui se cache derrière ce libéralisme, et pourquoi les Américains soutiennent avec une logique apparente l'obligation de procéder d'abord à une remise en route de l'économie allemande : le pillage sera plus fructueux et, en attendant, les capitaux américains auront acquis des places inexpugnables.

Mais on reste confondu devant l'absurdité des arguments de Bidault, et, pourrait-on dire, leur infantilisme. Devant cet entêtement maniaque à fixer préalablement à tout autre chose le contingent de charbon que les capitalistes français recevront, on pense à l'enfant qui pleure et trépigne pour avoir le jouet de ses grands frères. Et quoi de plus puéril, ou, ce qui revient au même, de plus sénile que de vouloir découper l'Allemagne selon les conceptions politiques d'un Déroulède, qui les tenait lui-même de Louis XIV !

Rien d'étonnant, dans ces conditions, que la thèse française réunisse contre elle l'accord des trois autres candidats à l'exploitation du peuple allemand. S'il lui était fait droit, les mineurs de la Ruhr devraient atteindre, avec un outillage qui demande à être complètement renouvelé, des normes de production telles que seuls une occupation militaire renforcée, un régime de terreur, une famine organisée et appuyée sur les baïonnettes pourraient les y contraindre. Bidault, qui ne s'en soucie, n'a pas réfléchi aux conséquences qui résulteraient du maintien des armées impérialistes sur le pied de guerre dans le cimetière allemand. Il veut ignorer les conflits qui opposent journellement le Kremlin aux U. S. A. Il ne comprend même pas que si ces deux rivaux mortels recourent, pour le moment, aux finasseries de la diplomatie, c'est qu'ils n'envisagent la guerre qu'à longue échéance et cherchent encore d'autres moyens d'arriver à leurs fins. Au lieu de tenir compte de ces données élémentaires, Bidault ressasse les insanités qui ont permis à Hitler de remporter sa victoire sur le désespoir des masses, et rendu la guerre inévitable.

Ce qui distingue les internationalistes des autres tendances politiques, c'est que, devant un problème comme celui de l'Allemagne, ils commencent par se demander où est l'intérêt du prolétariat allemand. Car ils savent que défendre les intérêts du prolétariat, de quelque pays que ce soit, c'est toujours renforcer l'union des exploités et affaiblir les exploiteurs.

Or, l'intérêt de l'ouvrier allemand s'exprime aujourd'hui par des revendications fort simples. D'abord, il faut manger et se loger. On ne peut pas manger si le fruit de la production échappe au contrôle populaire pour passer aux chapitres des réparations et des profits patronaux. Et comme le contrôle populaire est une fiction démagogique en régime d'occupation étrangère, il faut évacuer l'Allemagne. L'expérience a d'ailleurs montré que ce mot d'ordre est valable aussi pour l'épuration et la démilitarisation, tant il est vrai que les Russes comme les autres occupants n'ont eu d'autre souci que d'épargner les nazis pour consolider leurs positions respectives.

S'il est vrai — et c'est le seul argument formellement valable que chacun développe à sa manière à Moscou — que les ressources de l'Allemagne doivent aider à la reconstruction de l'Europe, ce n'est que dans la mesure où il ne s'agit pas seulement des ressources allemandes, mais de celles du monde entier. La question se pose, non pas de partager à quatre bandits la défroque du rival vaincu, mais de mettre toutes les richesses en commun. Il n'est pas difficile de comprendre qu'une telle organisation harmonieuse des biens de l'humanité ne peut être entreprise par les pillards et les oppresseurs jaloux de leurs privilèges. Un partage équitable, par une entr'aide réciproque et pacifique, n'est possible que dans le cadre du socialisme.

Wall Street achète la Grèce et la Turquie

Les bons placements du Président Truman

« Les Etats-Unis ont apporté une contribution de 341 milliards de dollars pour la victoire dans la deuxième guerre mondiale. L'aide que je recommande d'apporter à la Grèce et à la Turquie se monte à un peu plus du millième de ce placement. Ce ne serait que du bon sens de notre part de sauvegarder ce placement et de nous assurer qu'il n'a pas été fait en vain. »

(Extrait du discours de Truman du 12 mars 1947.).

La deuxième guerre mondiale fut, pour les Etats-Unis, une affaire colossale. Dans cette affaire, les spéculateurs new-yorkais ont « placé » 341 milliards. Le peuple américain a versé son sang. Mais ceci est un « placement » qui ne compte pas pour M. Truman.

Les Etats-Unis sortirent de cette guerre avec leur potentiel économique et politique considérablement multiplié. Ils sont devenus les grands banquiers du monde à une échelle jamais vue jusqu'à présent.

Le dollar a vaincu la livre

Les crédits accordés par eux aux autres Etats représentent, pour la période qui va de la fin de la guerre à mai 1946, 2 milliards 800 millions de dollars. Ceci, sans compter les 650 millions de dollars accordés à l'Angleterre pour lui permettre de régler ses dettes contractées sur la base de la loi « prêt et bail », ni les 720 millions de dollars accordés à la France. En juin 1946, les Etats-Unis ont ouvert un crédit de 3 milliards 750 millions de dollars à l'Angleterre. Quand on a la possibilité de distribuer des prêts atteignant des chiffres aussi astronomiques, on peut se permettre le luxe d'acheter des pays et des peuples comme on achetait naguère les esclaves.

La course de l'impérialisme américain, vers la conquête de la planète, avait déjà commencé à la fin de la première guerre mondiale. L'impérialisme britannique — en décadence — reculait devant les moyens dont il disposait encore. Aujourd'hui il abdique sans discuter ses positions économiques, politiques et stratégiques.

La conquête de l'or noir

Le passage de la Grèce et de la Turquie de la tutelle anglaise à la tutelle américaine fut précédée par la mainmise américaine sur une série de positions-clés d'ordre économique : au début du mois de janvier, des accords ont été conclus entre les sociétés anglaises et les sociétés américaines pour l'exploitation des pétroles du Moyen-Orient. D'après ces accords, les 55 % de la production pétrolière du Moyen-Orient passe aux sociétés américaines « Standard oil » et « Socony Vacum ». Les Américains obtiennent le droit de construire deux pipelines allant de la Perse et de l'Arabie Séoudite à la Méditerranée ainsi que l'exclusivité de la construction de raffineries dans le Moyen-Orient.

L'évincement donc de l'Angleterre d'une position stratégique aussi capitale qu'est la Grèce et la mainmise sur la Turquie constituent pour les Etats-Unis deux entreprises d'ordre politique et militaire directement liées avec la possession des pétroles du Moyen-Orient. Sans un contrôle absolu sur ces deux pays, la sécurité des nouveaux intérêts américains serait précaire. Mais ceci n'est qu'un des aspects de la question.

...et des détroits

De la Grèce et de la Turquie, dépend directement le contrôle de la Méditerranée orientale et des détroits des Dardanelles. Mettre la main sur ces détroits, c'est mettre la main sur la seule porte par laquelle la Russie soviétique peut avoir accès sur la Méditerranée.

Celui qui veut conquérir le monde doit, avant tout, conquérir le pétrole. La Turquie voisinant avec les régions pétrolifères du Caucase, son contrôle par l'Amérique met en danger direct ces régions dont la production est indispensable à la Russie soviétique pour sa reconstruction, son développement et sa sécurité.

Pour réaliser ses visées, l'impérialisme yankee doit réduire à la soumission totale les peuples de la Grèce et de la Turquie. Tout en faisant miroiter quelques dollars aux yeux de ces peuples affamés, il finance en Grèce des opérations de grande envergure contre l'armée populaire démocratique. Il appuie ouvertement et cyniquement un gouvernement réactionnaire monarchiste haï par le peuple. En Turquie, il renforce par tous les moyens une dictature féroce dont la politique réactionnaire constitue le plus grand obstacle au développement du peuple turc.

A qui la faute ?

Le discours de Truman a ouvert une nouvelle phase dans l'évolution mondiale. Au bout de cette phase, se trouve la troisième guerre mondiale.

Truman n'a pu marquer des pas de géant dans cette voie que parce que les dirigeants des grands partis ouvriers, abandonnant la lutte révolutionnaire pour le renversement du capitalisme, s'assignèrent comme tâche de freiner l'action des masses.

Lorsque Cachin, au moment où le peuple grec luttait héroïquement contre les troupes de Scobie, refusait de prendre position dans l'*Humanité* (décembre 1944), entre ses « amis » grecs et ses « amis » anglais, il trahissait le peuple grec et avec lui les travailleurs du monde et de la France. Car la France sera aussi « achetée » pour quelques centaines de millions de dollars si le prolétariat révolutionnaire ne se dresse contre les visées « planétaires » des banquiers et des pétroliers rapaces de Wall-Street.

De l'action révolutionnaire et internationaliste des travailleurs du monde dépendent la paix, la sauvegarde de ce qui reste des conquêtes d'octobre en U.R.S.S. et le sort du socialisme sur la terre.

GREGORIS.

Errata. — Dans notre article : « La tragédie du peuple grec », la semaine dernière, une erreur typographique nous faisait dire que le P.C.G. abandonna le mot d'ordre de l'autonomie de la Macédoine et de la Thrace en 1942. Il faut lire 1936.

Village grec incendié par la gendarmerie de Tsaldaris.

Le "régent" Franco reste l'assassin du peuple espagnol

Le sinistré dictateur, « caudillo des croisades », appuyé par les financiers américains et anglais, vient de « rétablir la monarchie » en Espagne et de se proclamer régent. Cette comédie cynique se déroule au moment où la terreur policière de la Phalange s'étale sur tout le pays comme une immense flaque de sang.

SARAGOSSE.

La police a engagé une vaste action répressive contre l'ensemble de la population pour capturer les chefs socialistes et anarchistes d'une organisation clandestine qui selon une déclaration officielle possédait des dépôts de dynamite provenant des mines d'Utrilla.

TERUEL

Des dépôts d'armes et d'explosifs ont été découverts par la police et la panique s'est emparée des milieux phalangistes et policiers. La garde civile et des unités de l'armée ont été mobilisées. Des colonnes de tanks et de canons (probablement fournis par l'Angleterre travailliste) soutenues par l'aviation poursuivent, arrêtent et assassinent sans jugement dans les villes et villages de la province jusqu'aux montagnes des environs.

MADRID

Des bombes ont fait explosion devant les locaux de la Brigade d'investigation criminelle et à l'ambassade d'Argentine. Un combat s'est engagé entre les policiers et les partisans au cours duquel trois de ces derniers furent tués.

BARCELONE.

Le gouverneur civil Barba a donné un communiqué à la presse selon lequel 173 personnes, dont 26 avaient été antérieurement condamnées, ont été arrêtées par la brigade d'investigation criminelle sous l'accusation d'attentat à main armée.

Ce communiqué affirme que ces individus appartenaient à des groupes d'action clandestine.

La police continue à procéder à des arrestations massives parmi la population civile. On arrête particulièrement des citoyens accusés d'appartenir à l'organisation clandestine C.N.T. en U.R.S.S.

CORDOUE

Des opérations de nettoyage menées par la garde civile appuyée par des centuries de la phalange continuent au long de la « Sierra ».

Des rencontres se sont produites dans la Sierra Morena où des « guerrilleros » ont été assassinés. Il y eut des arrestations mais on compte de nombreux blessés dans les rangs des mercénaires franquistes.

Les Malgaches se joignent au combat antiimpérialiste

La presse découvre que de graves événements viennent d'éclater à Madagascar. « Plusieurs centaines d'indigènes ont attaqué le camp militaire de Horamanga. Des incidents auraient également éclaté à Wohijeng, à Farafangana et à Manakara. » « Heureusement », précisent les communiqués de presse, le conseil de la défense s'est réuni pour « envisager les mesures nécessaires au rétablissement de l'ordre ». Des renforts ont été envoyés par avions. On apprenait le lendemain que les avions bombardaient les groupes de « rebelles ».

La réalité est tout autre. Le camp de Horamanga contenait 400 internés politiques appartenant au « Mouvement de Rénovation malgaché », le parti le plus influent qui a trois représentants au parlement.

Le mouvement revendique l'autonomie fédérale « dans le cadre de l'Union française ».

Les provocations et les tracasseries policières du gouverneur Coppée et des colonialistes ne sont-ils pas la preuve que l' « Union française » ne sert qu'à masquer un odieux régime colonialiste ? Il faut en finir avec toute équivoque. Nous sommes pour l'indépendance totale de Madagascar et le retrait des troupes françaises.

"L'indépendance de l'Algérie posera le problème de l'émancipation sociale"

déclare Messali Hadj

Par une interview accordée par Messali Hadj *à Jean Rous, envoyé spécial de* Franc-Tireur *en Algérie, nous apprenons que le leader du P.P.A. maintient et confirme les déclarations qu'il faisait, l'an passé, à* La Vérité. *Nous en sommes d'autant plus satisfait que dans la même semaine nous prenions connaissance d'un télégramme envoyé par Messali au roi Farouk, dont le texte était susceptible de nous donner quelque inquiétude.*

Rous demande au leader du P. P.A. :

— Quelles réformes préconisez-vous ?

La réponse est précise :

— Le temps des réformes partielles est révolu.

Et Messali précise que le problème posé est celui de l'indépendance du peuple algérien.

— Je veux dire, ajoute-t-il, de tous les Algériens, sans distinction de race ou de religion : Algériens musulmans, européens, israélites.

L'envoyé de Franc-Tireur *insiste cependant :*

— En raison des excès commis par le colonialisme, ne craignez-vous pas de représailles ?

— L'Algérien n'est pas xénophobe. Il a montré qu'il savait vivre en bonne intelligence avec les Juifs,

MESSALI HADJ,
leader du Parti du Peuple algérien
(P. P. A.)

par exemple. Non. Je suis sûr que l'Algérien n'est pas raciste !

Rous demande cependant si « l'indépendance totale n'est pas impossible ? » Le leader du P.P.A., avec un sourire que nous devinons, répond que l'on ne saurait « à notre époque parler d'une indépendance absolue, pour les uns, comme pour les autres ». *Et, dans sa conclusion, il déclare que :*

— Le P.P.A. est un mouvement profondément prolétarien. Il est dans le Socialisme.

» Le colonialisme étant un fait social, il est évident qu'au delà de l'objectif de la libération nationale se posera la question de l'émancipation sociale. »

Pour notre part, nous pensons même que c'est en posant clairement, sérieusement le problème des revendications sociales (expropriation des compagnies anonymes, partage des terres, etc.) que l'on peut correctement résoudre, dans la période actuelle, celui de l'indépendance.

La libération « nationale », sans la libération sociale, ne peut répondre aux aspirations populaires.

Il est dommage, comme nous le disions donc, que Messali ait, par ailleurs, éprouvé le besoin de télégraphier au roi Farouk, « en priant Dieu de le garder comme leader des Arabes ». Le roi Farouk n'est pas le leader des Arabes. C'est le valet de l'impérialisme britannique. Ce sont les gouvernements du roi Farouk qui ont persécuté la jeunesse nationaliste égyptienne luttant contre l'impérialisme, ainsi que les organisations ouvrières staliniennes et trotskystes. Farouk est l'exploiteur des fellahs égyptiens. Nous pensons, pour notre part, que les pages d'histoire qui s'écrivent, avec le sang des opprimés, à Hanoï et Tananarive, ont plus d'importance pour l'avenir du peuple arabe que les intrigues parfumées et les ambitions vaniteuses des Farouk.

Marcel BAUFRERE.

Les Vietnamiens rapatriés en Indochine sont parqués dans des camps

Le "Centre d'Accueil" du cap Saint-Jean

Il y a quelques mois, environ treize cents Vietnamiens malades ont été rapatriés de France en Indochine, à titre sanitaire. Une lettre de Saïgon, qui nous parvient seulement maintenant, fournit quelques détails sur la façon dont ces rapatriés sont « hébergés » au « Centre d'accueil » du cap Saint-Jean.

Ces camarades vietnamiens croyaient que, dès leur arrivée en Indochine, ils pourraient regagner leur province ; il n'en a rien été. A leur débarquement, ils ont été parqués au cap Saint-Jean, où ils ont été consignés.

Bien entendu, l'entrétien du camp reste à la charge des intéressés, qui doivent fournir à cet effet des « corvées bénévoles ». A ces corvées, *tous les malades travaillent* et n'ont droit à *aucune rémunération.*

L'internement au camp a eu pour conséquence le ramassage et la suppression de tous les médicaments individuels emportés de France. Quant aux médicaments « collectifs », ils sont absents !

De même, les effets distribués en France, ainsi que les effets personnels appartenant aux « hébergés » ont été rassemblés et saisis par le garde-mites du camp.

Entre la date d'arrivée des rapatriés et le déclenchement des événements de décembre, à Hanoï, environ deux cents à trois cents malades, Tonkinois seulement, ont été libérés. Ils ont été renvoyés chez eux sans que leur soit rendu aucun des objets qui avaient été saisis et en possession des seuls effets qui leur ont été laissés sur le dos.

Jusqu'à cette date également, les intéressés avaient été autorisés à sortir. Ces sorties avaient lieu par groupes de dix Vietnamiens accompagnés de deux soldats de la Légion. Elles n'étaient que d'une heure ou deux et d'un groupe à la fois.

Depuis le début de décembre, libération et sorties sont absolument supprimées et l'on peut dire maintenant qu'il s'agit bien d'un camp de concentration pour malades, et non d'un centre d'hébergement.

Décidément le capitalisme français fait bien les choses ; il est plein d'attention pour les Vietnamiens. Qu'il s'agisse des déportés d'Algérie, des emprisonnés de France, des rapatriés du cap Saint-Jean, voilà qui, ajouté aux cruautés de la guerre colonialiste, donne bien des perspectives réjouissantes à ceux qui attendent encore dans les divers camps de travailleurs en France.

Comment s'étonner, après tout cela, qu'ils prêtent l'oreille à la parole d'un policier qui, alors que le camp de Mazargues était consigné le 25 janvier sous la neige, disait aux Vietnamiens, empêchés de sortir, que la raison de la mesure prise était la suivante : le *Pasteur* aurait ramené d'Indochine des Vietnamiens prisonniers (ou otages) politiques, et les autorités administratives ne tenaient pas à ce que, pendant le transfert de ceux-ci à la prison des Beaumettes, on trouve des Vietnamiens en liberté dans les rues de Marseille. Aucun renseignement nouveau n'est venu donner une apparence de vérité à cette parole d'un policier, mais il faut avouer que ceux qui y ont ajouté foi y étaient bien préparés pour les mesures que les défenseurs de la Banque d'Indochine ont l'habitude de prendre à l'égard du prolétariat vietnamien.

Victor MASSON.

Les Vietnamiens nous écrivent

Depuis l'arrestation de Duong Bach Mai, nous avons reçu de nombreuses copies des télégrammes adressés au chef du gouvernement, aux ministres, et à diverses collectivités. Nous publions aujourd'hui la résolution adressée à M. Ramadier par les travailleurs vietnamiens de la 63e compagnie, région de Saint-Maurice de Beynoub (Ain).

Arrestation de M. Duong Bach Mai, délégué parlementaire du Gouvernement Viet Nam en France, dénote action arbitraire contraire aux principes démocratiques français, stop. Elevons protestations énergiques contre cette mesure indigne de la France, stop. Réclamons : 1° Sa libération immédiate ; 2° Cessation hostilités ; 3° Négociation avec Président Ho Chi Minh, Chef Gouvernement légal du Viet Nam Fin.

Des télégrammes identiques nous sont parvenus de Génissiat (Ain), de Tarbes, de Bergerac, de Moulins, d'Ussat-les-Bains (Ariège), de Fontenay-le-Comte (Vendée), de Privat (Ardèche), d'Albi, de Bédarieux (Hérault) et de Thiers.

Les Vietnamiens d'Agen nous écrivent :

Notre quartier Valence est consigné avec privation de solde depuis le 21 février.

Notre quartier Toussaint est pareillement puni depuis le 18 mars 1947.

Ce ne sont que des punitions exagérées par le colonel Taillaud, commandant le 10e R. T. C. R.

...Nous ignorons complètement, pour quelles raisons le commandement d'ici cherche toujours des difficultés envers les hommes innocents : le 6 mars dernier, notre compatriote Bui-Cu, n° matr. 15.865 de la 15e Cie, a été arrêté arbitrairement à la gare d'Agen pendant son travail ; le 18 mars, nos deux compatriotes, Vo-Dao, n° matr. 4799 de la 13e Cie et Phan-Duong, n° matr. 18.528 de la 15e Cie ont été arrêtés aussi arbitrairement en allant à la visite médicale

Enfin les travailleurs vietnamiens de Villeurbanne, Neuville-sur-Saône et Sorgues protestent contre l'encerclement du camp de Marseille.

DU MONDE ENTIER

POLOGNE

Varsovie, le 28 mars. — Le général Swierszezewski, ministre adjoint de la Défense nationale, a été assassiné avec plusieurs de ses collaborateurs, par des terroristes ukrainiens. Le général, qui avait été l'un des organisateurs de l'armée polonaise en U.R.S.S. pendant la dernière guerre, était aussi connu comme commandant de la 4e brigade des volontaires français pendant la guerre d'Espagne.

YOUGOSLAVIE

Belgrade, le 28 mars. — Malgré tout le soin qui a été apporté à consacrer, au cours des dernières élections yougoslaves, la victoire du Front national de Tito, une opposition vient de se manifester au Parlement à l'occasion du vote du budget. Le Dr Jovanovitch et son groupe paysan ont critiqué la répartition du budget, trop favorable, à leur avis, aux institutions d'Etat. Suivant la méthode habituelle de persuasion, le représentant du gouvernement Kidritch a accusé l'interpellateur de se mettre au service de l'étranger « en s'opposant à ce que la Yougoslavie ne devienne indépendante du capital extérieur par une industrialisation intensive ». Il n'est pas impossible que l'opposition reflète une tendance antisoviétique, mais il est pour le moins douteux que la Yougoslavie, à 80 % paysanne, se tire d'affaire par une industrialisation à marche forcée ».

ANGLETERRE

Londres. — Des rumeurs courent à Londres, entretenues par les milieux conservateurs sur un prochain remaniement ministériel. On parle en particulier de l'abandon par Bevin des Affaires étrangères et de son transfert à la direction du plan économique. Bevin apparaît en quelque sorte comme l'homme providentiel des conservateurs que l'on place à l'endroit où la brèche est la plus sérieuse.

MEXIQUE

Mexico. — La centrale ouvrière mexicaine, à l'occasion de son 4e congrès, a modifié ses objectifs politiques en fonction de l'orientation stalinienne dans le monde. La devise centrale « pour une société sans classe » devient « pour l'émancipation du Mexique ». La C.T.M. ne se propose plus de « liquider les injustices sociales », mais d' « obtenir des améliorations économiques pour les travailleurs et de libérer la nation mexicaine des forces étrangères qui entravent ses progrès matériels, culturels et politiques ». Le plus curieux dans l'histoire est que ces modifications ont été accompagnées d'une victoire de la tendance réformiste sur la tendance stalinienne dans les syndicats.

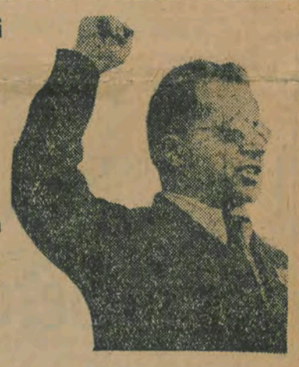
Les communistes italiens succèdent à Mussolini

RESPECT DES PRIVILEGES DU PAPE

Démocrates chrétiens et staliniens renouvellent ensemble les accords de Latran

En 1929, Mussolini signait avec le pape les accords de Latran, réglementant les rapports de l'Eglise avec l'Etat italien. Le démocrate chrétien de Gaspéri et le stalinien Togliatti viennent d'ajouter au bas du document leur approbation et leurs paraphes ?

Au cours de débats qui se sont déroulés à la Constituante italienne, les socialistes (pour une fois réunis) se sont en effet trouvés seuls à refuser d'accorder à l'Eglise romaine un statut privilégié sur l'ensemble des accords de Latran et du Concordat.



P. TOGLIATTI

Main dans la main avec les tatoués de la Sainte Croix, les conspirateurs du Faisceau et de la Couronne, unissant leurs bulletins avec ceux des démocrates-chrétiens, des néofascistes qualunquistes, des royalistes plus ou moins déclarés, tous agents de l'impérialisme américain, les députés staliniens ont réalisé là une des plus belles « manifestations d'union ouvrière et démocratique » de leur cru.

Etat dans l'Etat, l'Eglise demeurera donc, aux termes de l'article 7 de la Constitution, « indépendante et souveraine dans son domaine ». On sait assez de quelle étendue, de quelle fluidité est le « domaine » des soutanes, de quelle manière cette franc-maçonnerie, accrochée au régime du profit et de la propriété privée, s'introduit dans l'Etat, les administrations, les écoles, le cinéma, la radio, et secrète sa doucâtre propagande paternaliste. On sait pourquoi sa doctrine mouvante mais toujours réactionnaire aura droit de cité tant que les milliards qui l'inspirent et permettent sa diffusion demeureront incontrôlés. Or, ce qui vient d'être voté est bien pis : non seulement les ressources de l'Eglise sont incontrôlées, mais encore l'Etat italien participe à des dépenses et paie les curés comme des fonctionnaires.

Impudent comme seul il sait l'être ; Togliatti a justifié la décision de son parti par le souci « de ne pas troubler la paix religieuse, la masse ouvrière ne voulant pas de conflit pour des questions de ce genre ». Vraiment ! La masse ouvrière ne veut pas de conflit avec ceux qui prêchent la résignation et le pardon des offenses ! Alors que la famine règne en Italie, alors que chaque jour les ouvriers doivent se battre contre les bandes fascistes et royalistes ressuscitées et réarmées ; Togliatti ne trouve d'alibi qu'en accusant la classe ouvrière de passivité !

Sans doute, si les travailleurs avaient à choisir, ils préféreraient manger du pain plutôt que du curé ! Mais leurs luttes revendicatives se traduisent, sur le plan politique, par des conflits avec la puissance du Vatican et sa néfaste propagande.

Et qu'on ne vienne pas prétendre qu'il ne fallait pas se couper du petit clergé. Voter pour les accords de Latran et le Concordat, c'est consolider l'Eglise dans l'Etat, affirmer la position des démocrates-chrétiens réactionnaires, resserrer les liens qui unissent le curé de campagne au ministre catholique et au prélat.

Quand Gaspéri, revenant de Washington où il aurait été reçu par le gratin des hauts fonctionnaires et milliardaires américains, provoqua la crise ministérielle pour éliminer les staliniens du pouvoir, ceux-ci l'accusèrent d'avoir marchandé, par cette opération politique, l'aide américaine à l'Italie. Ils avaient vu juste.

Mais que viennent-ils de faire eux-mêmes, sinon un marchandage éhonté, en vue de récupérer à n'importe quel prix les sièges ministériels perdus ?

SEVERIN.

Mussolini signe les accords de Latran avec le pape, en 1929.

"Les Salomons à barbiche ne peuvent jouir d'aucun droit de priorité sur les Tchèques..."

Déclaration raciste d'un ministre stalinien

Prague. — *Le 26 mars, le journal social-démocrate tchécoslovaque* Pravo Lidu *a accusé le ministre stalinien de l'Information Vaclav Kopecky d'avoir prononcé ces paroles dignes de Rosenberg, le pape hitlérien de l'antisémitisme.*

« Ces Salomons à barbiche, cette bande de juifs qui ne se sont intégrés qu'au dernier moment dans le mouvement de libération, ne peuvent jouir d'aucun droit de priorité sur les Tchèques... »

Comme on le voit, ce serait beaucoup plus fort que du Pierre Hervé.

Mais le *Rude Pravo*, journal stalinien a démenti : Le ministre va entamer des poursuites. C'est une déformation grossière... Et voici ce qu'on lit dans la « mise au point » : « Le ministre a seulement pris position d'une manière réaliste sur la question des immigrés d'Ukraine transkarpathique, dont beaucoup s'installent indûment chez nous et y usurpent des positions économiques avantageuses ».

Il se trouve que les immigrés visés sont en grande partie israélites. Il se trouve aussi que, quelques jours auparavant, des discussions s'étaient déroulées au gouvernement sur la question des entreprises juives « aryanisées » par les nazis et reprises en compte par le nouvel Etat tchécoslovaque. On venait de décider, après une chaude empoignade, de ne pas restituer leurs usines aux intéressés. En outre, une partie de ces biens, ayant été pris par les Allemands (qui les avaient confisqués aux Juifs) entrent dans la catégorie particulière des nationalisations sans indemnité.

Telle est l'origine de ce conflit racial. Les difficultés rencontrées dans la réalisation du Plan dans l'économie capitaliste tchécoslovaque suscitent des réactions populaires. Et, pour détourner ce mécontentement, pour éviter à tout prix que le régime capitaliste soit mis en cause, on s'attaque au bouc émissaire « ukrainien transkarpathique ». La position économique avantageuse de ces derniers donne même l'occasion de faire de l'anticapitalisme démagogique à la sauce hitlérienne : pour sauver le régime capitaliste dans son ensemble (telle est la préoccupation majeure des staliniens tchécoslovaques), on sacrifie une partie des capitalistes, les Juifs par exemple. Et bientôt, comme par ailleurs, les choses ne s'arrangent pas, on ne parle plus des capitalistes juifs, mais des Juifs tout court. Le mouvement est lancé. La lutte des races permet aux défenseurs de l'ordre établi d'éviter la lutte sur le front de classe. L'antisémitisme n'est pas seulement le vice honteux des hystériques fascistes. C'est aussi la ressource des bonzes qui trahissent.

Les manifestations de la Ruhr...

(*Suite de la première page*)

« Pas de nourriture, pas de travail », inscription qu'on pouvait lire sur les pancartes des ménagères de Dusseldorf, est une vérité applicable à tous les travailleurs. On regrette que certains journaux ouvriers « l'oublient ».

L'explosion populaire de la Ruhr (500.000 manifestants en tout), la première depuis l'occupation alliée, a pour cause la misère atroce régnant en Allemagne.

Il est remarquable, et cela détruit les affirmations selon lesquelles ces mouvements auraient été inspirés par les nazis, que presque partout les manifestants ont joint aux revendications alimentaires, celle de la dénazification. A Dusseldorf, les orateurs des syndicats qui avaient appelé à la manifestation stigmatisèrent l'administration anglaise qui protège les nazis. Le fait que les prolétaires de la Ruhr perçoivent la solidarité de classe entre l'impérialisme anglais et les fascistes est un signe d'espérance quant à la renaissance du mouvement ouvrier allemand. Si les dirigeants syndicaux allemands ont la volonté ferme de mobiliser les travailleurs dans la lutte sociale, ils doivent aussi dresser les travailleurs contre la bourgeoisie allemande en faisant comprendre par là le sens de leur lutte aux ouvriers de tous les pays.

Solidarité agissante de la classe ouvrière des « pays vainqueurs »

Il est très possible qu'à la faveur des démonstrations qui ont eu lieu, des nazis aient pu commettre des actes tendant à exacerber dans un sens nationaliste le mécontentement populaire. Il n'en reste pas moins qu'une des revendications essentielles des manifestants était une vraie dénazification et que les conditions sociales existant dans la Ruhr donnent à ces mouvements un caractère de spontanéité populaire. Pour la première fois depuis 1933, le prolétariat allemand, saigné par les nazis et les impérialismes alliés, retrouve la voie des luttes ouvrières. Une grande espérance se lève pour la classe ouvrière mondiale, celle de la renaissance du mouvement ouvrier allemand, seul rempart contre le nazisme. Si les travailleurs anglais, français et américains ne font pas sentir aux prolétaires allemands qu'ils sont avec eux et non du côté des occupants impérialistes, nul doute que les nazis, protégés par les états-majors alliés, pourront faire confondre dans une même haine les armées occupantes et l'ouvrier des « pays vainqueurs ». Alors le développement du nationalisme allemand pourra permettre l'avènement d'un nouveau fascisme.

La solidarité prolétarienne avec l'ouvrier allemand fait partie du devoir de classe de chaque travailleur. Au cas où, aveuglés par le chauvinisme des partis pseudo-ouvriers, les travailleurs de tous les pays se bouchent les oreilles à l'appel des prolétaires allemands qui vient de jaillir, alors oui, les manifestations qui éclateront, pourront se faire sous le signe de la croix gammée. Au contraire, forte de la solidarité de classe du prolétariat mondial, la classe ouvrière allemande pourra s'acheminer vers la reconstruction de son mouvement ouvrier, vers une Allemagne socialiste dans les Etats-Unis socialistes d'Europe qui enterreront à tout jamais le fascisme.

R. VALENSI.

VICHY AU TYROL

les culottes de peau occupent l'Autriche

Pourquoi Laval essaya-t-il, en 1945, de se réfugier au Tyrol, après avoir été expulsé d'Espagne ? Tout simplement parce que, dans cette région de l'Autriche, le régime de Vichy a pu renaître.

En effet, un certain nombre de collaborationnistes français, de nazis allemands et des centaines de gardes-blancs russes ayant combattu aux côtés des armées hitlériennes, y ont trouvé un refuge. Personne ne peut les importuner : ils sont protégés par les autorités d'occupation françaises, présidées par le général Béthouard, commandant en chef des troupes d'occupation françaises en Autriche.

Les collaborateurs les plus intimes de Béthouard sont : le colonel Tournemire, ancien chef de cabinet du maréchal Pétain ; le colonel Maljean et le colonel Denglade, tous deux anciens préfets sous le régime de Vichy. Voilà donc les personnages chargés de la « rééducation démocratique » des Tyroliens...

Ils ont établi à Innsbrück une administration digne d'être appelée le second Vichy. Aucun résistant notoire n'y peut trouver un emploi.

Dans ce charmant pays tyrolien qu'ils s'efforcent de renazifier, nous retrouvons bien des figures de l'épopée hitléro-pétainienne, comme celle de Mme Leni Riefentahl, ancienne amie du Führer ; productrice des films de propagande « Victoire de la Foi » qui glorifièrent les « Reichsparteitagen » (Congrès du parti hitlérien) à Nuremberg, décorée de l'insigne en or du parti. A présent, Mme Riefentahl jouit de la plus haute considération des autorités françaises...

Ce n'est pas la première fois que nous vous prouvons que la prétendue « dénazification » n'est qu'une mauvaise blague, en Allemagne comme en Autriche.

Le nouveau bourgmestre de Hambourg par la grâce des Anglais, M. Max Brauer, vient de déclarer ouvertement qu'il faut en finir avec l'épuration (qui est à peine commencée !)

Dans tous les pays d'Europe on assiste aux mêmes scandales. Les fascistes et les collaborateurs de tout poil relèvent la tête, enhardis d'une part par l'indulgence et la complicité des « autorités », d'autre part par la trahison des dirigeants de la Résistance.

C'était, du reste, à prévoir, du moment que le sort de ces criminels était confié aux juges bourgeois.

K. MANFRED.

220 MILLIARDS !

Tel est le chiffre imposant que devront payer les travailleurs pour entretenir l'armée des « culottes de peau ».

Voici quelques exemples de l' « emploi » de telles sommes dans la zone française d'occupation en Allemagne.

Le commandant Bouillon-Péran, major de garnison à Freiderichffen, est également prévôt, air, terre ; il n'a, le pauvre bougre, que trois appartements réquisitionnés pour ses usages personnels, trois voitures à sa disposition !... Sa maîtresse est moins « gâtée » : un seul appartement, une seule voiture. Ce « grand soldat » adore la musique ; aussi a-t-il, chaque jour, à chaque repas, sept musiciens qui le charment de leurs mélodies.

Baden-Baden est l'éden de l'occupation ! On n'y compte pas moins de 17.000 officiers ! Ils tuent le temps en bridges, en surprises-parties, etc.

Le capitaine Maréchal est, lui aussi, en occupation, sans beaucoup d'occupations. Il fut, à Beyrouth, chef de service du contentieux. Outre un trou de 4.500 livres sterling dans sa caisse, il avait laissé derrière lui de nombreuses dettes criardes ! C'est pourquoi on lui infligea 30 jours d'arrêts de rigueur. Avec grands ménagements, on le pria de bien vouloir purger sa punition à l'hôpital. Et là, chaque jour, il recevait la visite de sa maîtresse ! Dame, il valait mieux être « coulant » avec lui, il savait tant de choses !...

PRODUCTION ET SALAIRES AU RENDEMENT

UNE POLITIQUE REACTIONNAIRE

QUI PROFITE D'ABORD AU PATRONAT

Depuis la « libération », la C. G. T., le P. C. F. et le P. S. s'opposent en fait, au nom d'une politique de la production, aux revendications légitimes de la classe ouvrière.

Dans le numéro de février du Guide du métallurgiste, le secrétaire de la Fédération des métaux, H. Jourdain, résume la position fédérale dans un leader intitulé :

Sur le terrain revendicatif, nos syndicats et C.E. doivent exiger partout le salaire au rendement exclusivement en fonction de la production.

Sur ce terrain, la classe ouvrière est obligatoirement battue et la démonstration en a été faite depuis de longs mois. Malgré une production accrue, le pouvoir d'achat des masses s'est diminué de 50 p. 100.

Les ouvriers de chez Unic, si l'on en croit la *Vie ouvrière*, ont vu la production de voitures passer de l'indice 22 en janvier 1945 à 66 en janvier 1946 et à 90 en janvier 1947. Demandez-leur si leur pouvoir d'achat s'est élevé de quatre fois comme la production en deux ans. Ils vous riront au nez. Dans ce même numéro de la *Vie ouvrière*, on apprend que l'usine Férodo travaille au coefficient 4 ou 5 par rapport à 1939 », c'est-à-dire que la part de profit qu'empochent les actionnaires Férodo est au moins quintuplée. De plus « ce qui sort des usines se vend au coefficient 9 ». C'est-à-dire que la part du travail extorquée aux ouvriers multiplié par 5 par rapport à 1939 doit être encore multiplié par 9. Mais les métallos de chez Férodo ont un pouvoir d'achat qui s'élève au maximum à 40 p. 100 de celui de 1939 compte tenu de l'élévation du coût de la vie.

La cause est entendue. L'expérience vérifie la théorie. Le salaire au rendement fonction de la production ne profite qu'aux patrons.

H. Jourdain continue :

Pour toutes nos organisations syndicales et nos comités d'entreprise la baisse effective des prix demeure notre revendication dominante. Ainsi pour l'organisation syndicale ce n'est pas l'amélioration des conditions de vie par l'élévation des salaires qui est notre « revendication dominante ».

Là aussi l'expérience est concluante. Malgré la fameuse duperie de la « baisse » Blum, le kilo de bœuf invisible sur la table des travailleurs est passé durant ces deux mois de 192 francs à 219 fr. 60. Mais qui plus est, l'indice des prix de gros est passé de 840 en décembre à 867 en janvier et 882 en février. C'est-à-dire que les prix des grossistes-commerçants en gros et prix de production à l'usine croissent plus vite que les prix des commerçants au détail. Le grand capital industriel et commercial à l'aide de l'expérience Blum fait retomber les charges de ses profits grandissants sur les petits commerçants, les petits industriels, artisans et la classe ouvrière.

Pourquoi cette si lamentable faillite ? Simplement parce que encore une fois la C.G.T. considère que la baisse des prix est fonction du rendement. Jourdain écrit à ce sujet :

Un des moyens essentiels pour aboutir à la baisse effective des prix à la production réside dans l'intensification de celle-ci.

Dans le cadre de la propriété privée des moyens de production, le patron ne peut être qu'en plein accord avec une telle politique. Intensifier la production c'est accroître ses profits. Quant à la baisse des prix c'est une autre histoire.

Politique de production : politique de capitulation

Jourdain traduit ainsi sa politique de capitulation :

Avec discipline et sous le contrôle de nos syndicats, par tous les moyens compatibles avec la situation générale actuelle, les travailleurs doivent manifester leur volonté d'obtenir satisfaction sur la question du minimum vital fixé par la C.G.T. à 7.000 francs pour 200 heures.

Pour les bonzes de la C.G.T., « les moyens compatibles avec la situation générale actuelle » ce sont tous les moyens sauf la grève, sauf l'arrêt de travail qui irait à l'encontre de la politique patronale de production. En définitive cela signifie que privée de son arme de classe traditionnelle : la grève, la C.G.T. est incapable d'obtenir la moindre satisfaction aux légitimes revendications des travailleurs.

Les 7.000 fr.

(*Suite de la première page*)

La fin d'une bataille

Le gouvernement veut annoncer la clôture de la bataille pour le minimum vital. Les dirigeants staliniens et réformistes, de leur côté, se contentent seulement aujourd'hui de réclamer le décret d'application de la mesure décidée. (Résolution du bureau confédéral du 28 mars 1947.

La bourgeoisie a opposé une fin de non-recevoir aux revendications ouvrières, ne proposant finalement que quelques miettes pour les plus déshérités. Mais la victoire qu'elle se prépare à remporter n'a été possible que grâce à la complicité des dirigeants staliniens et réformistes.

Ils ont capitulé sur toute la ligne.

Une commission de spécialistes avait fixé le minimum vital à 103.000 francs par an. Les bureaucrates ouvriers ont ramené la revendication à 84.000 francs, l'édulcorant de son contenu révolutionnaire à savoir : le minimum vital ne peut être que le salaire minimum indispensable aux travailleurs pour renouveler leur force de travail et en créer de nouvelles.

Ils ont refusé de lier cette revendication à l'échelle mobile des salaires, c'est-à-dire à l'adaptation automatique des salaires au coût de la vie, seul moyen de défendre le minimum vital dans une période de hausse des prix.

Ils ont refusé de faire appel à la classe ouvrière pour imposer le minimum vital. Les combines ministérielles et les parlotes de sommet leur suffisent.

Et ce qui devait arriver arriva : ils capitulent sur l'application de la revalorisation à toutes les catégories et ils acceptent de gaîté de cœur de porter atteinte aux 40 heures.

Ces diverses capitulations ont une origine commune. Dans cette bataille pour le minimum vital, les dirigeants staliniens et réformistes avaient à choisir : il fallait ou rompre la coalition gouvernementale et appeler la classe ouvrière à l'action, ou accepter de passer sous les fourches caudines de la bourgeoisie. Ils ont accepté la deuxième solution. En conséquence de quoi les portefeuilles ministériels sont conservés et une nouvelle trahison s'ajoute à une liste déjà longue.

Un refrain connu

Il ne faut pas être grand clerc pour comprendre que le temps du blocage des salaires est revenu. Les discours de Frachon et de Jouhaux sont oubliés. On revient à ses anciennes amours jamais complètement oubliées : la bataille de la production et la bataille des prix. P.-H. Teitgen, Roclore, Ramadier et Croizat parlent de défense du franc, du danger d'inflation et de grandeur de la France. Préparez-vous, disent-ils aux travailleurs, à accepter de lourds sacrifices. Pendant ce temps, les patrons rempliront leurs coffres et la bourgeoisie regroupera ses forces. Mais il reste à savoir si la classe ouvrière ne se rebellera pas et si elle ne poursuivra pas les combats pour l'augmentation de ses salaires, qu'elle avait engagés ces dernières semaines dans de nombreuses entreprises.

Michèle MESTRE.

La tendance Frachon fait voter son rapport moral au Congrès du Syndicat de l'Enseignement de la R. P.

Au congrès de 1946 du Syndicat de l'enseignement de la région parisienne, une majorité (155 *contre* 132) *s'était prononcée pour une motion définissant un syndicalisme revendicatif et agissant. La motion se réclamant de la majorité confédérale put battue, mais, grâce à des manœuvres bureaucratiques, ce fut un tenant de cette motion, Bonin, qui fut désigné secrétaire général. Au cours de l'année, Bonin agit suivant son orientation personnelle. Aussi, à la veille du congrès 1947, la majorité du conseil syndical repoussa son rapport moral. Les frachonistes mobilisèrent alors toutes leurs forces pour obtenir la majorité au congrès qui s'est tenu le 23 mars. Disposant d'une équipe de détachés, ils allèrent dans de nombreuses réunions de sous-sections d'instituteurs défendre le rapport moral Bonin, tandis que la discussion se déroulait en vase clos dans les catégories dont ils détiennent la direction syndicale. Ils obtinrent ainsi une majorité de 300 voix contre 200. La même proportion se retrouva pour le vote sur l'orientation, à propos de laquelle deux motions étaient en présence : une motion Guilbert-Bonin et une motion signée entre autres par Breuillard, Giraud et Pennetier. Les camarades de l'Ecole émancipée avaient maintenu le bloc réalisé avec raison contre le rapport moral. Ce maintien du bloc à propos de l'orientation les entraîna à signer une motion confuse ne posant pas avec précision, ni les problèmes revendicatifs ni les moyens d'action. Ils se trouvèrent ainsi privés de l'occasion que leur fournissait le congrès de faire connaître leur propre position sur la politique de compromis et de reculades des directions syndicales.*

Le congrès de la Fédération postale s'est ouvert le jeudi 27 et a duré trois jours. Si le bureau fédéral a conservé la majorité, une forte opposition s'est manifestée sur la base d'un syndicalisme révolutionnaire.

La première journée fut consacrée à la discussion du rapport d'activité fédéral et du rapport financier.

Picot fit un rappel des différentes positions du bureau fédéral sur l'acompte provisionnel ; 30.000 — 300.000 *frs d'abord pour arriver à* 12.000 *et* 180.000 *frs.*

Les interventions de la minorité portèrent sur les insuffisances du chiffre de 84.000 *frs comme minimum vital. Elles insistèrent particulièrement sur la faiblesse de l'acompte provisionnel pour les petites catégories, la nécessité de l'intégration de la semaine de 40 h. dans le statut des fonctionnaires et de mener les grèves jusqu'à complète satisfaction.*

Il faut noter que les interventions des partisans du bureau fédéral portèrent souvent dans le même sens. Cependant ces camarades votèrent, en conclusion, la confiance au bureau fédéral.

Le rapport d'activité fut voté par 98.111 *voix contre* 27.941 *et* 8.297 *abstentions.*

Au cours de la deuxième journée eurent lieu la discussion sur la réforme des télécour et l'examen des luttes entre catégories, surtout entre les services techniques et d'exploitation. Une commission fut nommée qui ne put établir un accord.

Le samedi matin le C.N. décida la nomination d'une nouvelle commission qui se réunira ultérieurement.

Puis furent examinées des questions telles que la suppression des étrennes des facteurs, l'habillement, etc. La première de ces questions fut repoussée à une majorité des 3/5 et la seconde réunie l'unanimité des critiques.

En clôture bla-bla habituel et la motion Bardin obtint le vote de 17 départements.

Dans ce congrès les questions revendicatives ont pris le pas et principalement la réforme. Aucune action énergique contre l'Etat n'a été décidée. Beaucoup de discours... quand donc se décidera-t-on à passer aux actes.

A l'Industrielle des Téléphones :

Grève perlée

et manœuvre syndicale

Les mensuels ont demandé à la direction une augmentation de leur traitement. Au cours d'une assemblée générale du personnel, il fut décidé d'appliquer au pied et à la lettre le règlement intérieur de l'usine, ce qui équivalait à une grève perlée. Le mouvement démarra le 19 mars et fut général. Le vendredi 21, les délégués syndicaux demandèrent l'acceptation des décisions de la direction (3 % d'augmentation). Les mensuels refusèrent et la continuation du mouvement fut décidée. Dès le lundi 24, la direction réduit l'horaire de travail de 48 h. à 40. Les ouvriers payés à l'heure subirent ainsi une perte de salaire. Le mardi 25, à 14 h. 30, eut lieu une réunion des mensuels au cours de laquelle les délégués expliquèrent qu'il fallait cesser le mouvement, car on risquait de se couper des salariés horaires et accepter les propositions de la direction (augmentation de l'ordre de 6 % dans le meilleur des cas). Devant l'intervention des gars qui voulaient continuer le mouvement, les délégués transformèrent le vote en vote de confiance vis-à-vis des délégués. Ils obtinrent ainsi la majorité. Six voix se prononcèrent contre eux et il y eut de nombreuses abstentions, mais le mouvement était stoppé.

Quelles leçons devons-nous tirer de cette action ?

1° La grève perlée n'est pas une action suffisante. Nous ne devons pas nous faire d'illusions sur son efficacité.

2° Le mouvement étant limité aux seuls mensuels, il était voué à l'échec, du fait qu'il divisait les gars dans la lutte, au lieu de les unir.

3° Rien n'a été fait par la section syndicale pour mettre les gars au courant des revendications des mensuels et leur expliquer la nécessité de les soutenir.

En prenant comme base le minimum vital de 7.000 fr. sur la base de 200 h., tout en estimant ce chiffre insuffisant, cela équivaut à une augmentation de 10 fr. de l'heure pour le manœuvre. Nous devons demander l'obtention de ces 10 fr. de l'heure pour toutes les catégories. Pour les mensuels, la base de travail étant de 173 fr. par mois, nous devons exiger, sur la base des 10 fr., une augmentation mensuelle de 1.730 fr. par mois. C'est sur ces bases que doit se mener la lutte.

Pour les moyens d'action à envisager (délégation de masse et, si nécessaire, grève), c'est aux ouvriers de décider dans une assemblée générale où tout le monde pourra donner son point de vue et non pas seuls les dirigeants syndicaux. La lutte pour la démocratie syndicale et la lutte pour les salaires est une seule et même lutte sans distinction de catégorie.

LA CELLULE DE L'I.T.

Beaucoup de discours au Conseil national des Postiers

Les ouvrieres de Gondolo à Maisons-Alfort maintiennent les 40 h.

Depuis janvier, les ouvrières de la biscuiterie Gondolo, à Maisons-Alfort, étaient astreintes à faire 48 h. au lieu de 40 précédemment. Cet allongement de la durée hebdomadaire du travail avait pour conséquence, soit de faire travailler les ouvrières un sixième jour à l'usine, soit de leur imposer une journée de 10 heures. Au paquetage, les ouvrières sont payées aux pièces. Leur travail, qui s'effectue debout devant le tapis, est pénible. L'augmentation de la durée du travail réduisit leur rendement horaire de sorte que, pour une fatigue supplémentaire, le salaire restait à peu près le même. Elles demandèrent donc le retour aux 40 heures. Le délégué syndical Schmitt vint alors leur expliquer la nécessité des 48 heures.

— Le patron a le droit de vous imposer 48 heures.

— Il faut penser aux ouvrières payées 31 fr. de l'heure et qui augmentent leurs revenus par les 8 heures supplémentaires.

Les ouvrières manifestèrent leur indignation devant une telle position prise par celui dont la fonction devrait être de les défendre. Elles lui indiquèrent que l'augmentation des ouvrières au tarif horaire insuffisant devait être cherchée dans l'augmentation des tarifs trop bas et non dans l'abandon de la semaine de 40 heures, conquête des grèves de 1936 auxquel les participa avec enthousiasme tout le personnel de Gondolo. Devant la carence du délégué syndical, elles désignèrent une délégation qui alla trouver le patron et obtint satisfaction.

L'organisation syndicale doit cesser d'être un rouage de transmission de politique patronale et gouvernementale. Les ouvrières du paquetage doivent démontrer par leur exemple à tous les travailleurs de Gondolo la possibilité de faire fléchir le patron et la nécessité de désigner un délégué plus soucieux que Schmitt des intérêts ouvriers.

Le congrès des J.S.

(*Suite de la première page*)

Soyez conséquents, camarades !

Malheureusement, les camarades des jeunesses socialistes ne se soucient pas encore beaucoup d'être conséquents. Prenons un exemple : ils luttent contre la guerre d'Indochine et pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Excellent. Mais, en même temps, pour ne pas se faire rappeler à l'ordre par Moutet, ils ajoutent : « Dans le cadre de l'Union française. » C'est-à-dire, dans le cadre de l'impérialisme français. Ils sont pour la liberté du sansonnet. Mais... dans les cadres de sa cage.

Un autre exemple : les J.S. mènent campagne pour « gagner la bataille des salaires. » C'est très bien. Mais, dans le même temps, ils appuient la campagne gouvernementale pour la baisse des prix. Or, cette campagne a justement pour objectif essentiel de briser les reins aux mouvements revendicatifs. L'Office gouvernemental des statistiques nous apprend que les prix de gros ont monté de 3 %. Les 10 % de baisse n'ont été qu'une supercherie. Mais une supercherie utile à la bourgeoisie puisqu'elle a permis à Ramadier de faire barrage à la revendication ouvrière du minimum vital — tandis que les salaires réels restent de 40 % inférieurs à ceux de mars 1945. Ramadier a réussi à chloroformer pour un temps la classe ouvrière par une psychose de baisse créée à grand renfort d'une publicité coûteuse. Le chloroforme a fait effet d'abord dans le parti socialiste. Et les jeunesses en subissent les émanations.

Nous comprenons bien les préoccupations des jeunes socialistes : « Si l'on pouvait vraiment diminuer les prix... » Seulement, en dehors de la loi de l'offre et de la demande, il n'existe qu'un moyen de faire vraiment diminuer les prix : le contrôle ouvrier des bénéfices patronaux à tous les échelons de la production. La J.S. le met aussi en avant. Mais on ne peut pas mener campagne à la fois pour la lutte ouvrière (augmentation des salaires, contrôle ouvrier) et pour les mirages inventés par le gouvernement bourgeois dans le seul but d'empêcher cette lutte.

Révolutionnaires en peau de lapin ?

Que l'on n'aille pas croire que nous sommes des censeurs systématiques. Nous savons que les J.S., sous la tutelle du parti réformiste, ont la plus grande difficulté à déterminer une politique marxiste.

Ils ont plus de difficultés encore à mettre en application leur propre politique. De là, l'allure zigzagante de leur propagande. Au congrès de Perpignan, ils ont adopté le mot d'ordre de l'échelle mobile ; mais quelle campagne ont-ils menée, pour ce mot d'ordre ? Au bout de quelques numéros de leur journal, il a passé sous la table. Pas besoin d'être grand clerc pour comprendre que les bonzes du parti avaient élevé la voix. La préparation militaire ? La campagne véhémente des J.S. a échoué dans le marais.

La guerre d'Indochine ? la campagne du « Drapeau Rouge » a brusquement été stoppée et remplacée par l'eau de vaisselle de Boutbien, le même Boutbien qui capitule au Conseil national devant Moutet.

On se rappelle les phrases révolutionnaires ronflantes d'un Paul Faure ou d'un Philip qu'Herriot traitait jadis de « révolutionnaires en peau de lapin ». Les phrases révolutionnaires n'ont jamais fait de mal à la bourgeoisie ni aux réformistes. Les réformistes le savent. Ils espèrent que la J. S. continuera à se contenter de phrases ronflantes. C'est pourquoi le même Conseil national qui a félicité Ramadier, le briseur de grèves, et couvert la guerre du Viet-Nam a traité avec indulgence les écarts de langage de ses jeunesses. « Ils aboient mais ne mordent pas », pensent ces messieurs. « Ils ressemblent à Boutbien. A l'heure où le P.S. essaie, avec toute la bourgeoisie, de briser et de liquider le P.C.F., ils peuvent servir d'utile couverture à gauche. Veillons seulement à ce qu'ils soient bien tenus en laisse. »

Oiseau ou souris ?

Telle est la pensée des bonzes réformistes. Reste à savoir si les jeunes accepteront ce rôle de loyaux serviteurs du réformisme. Reste à savoir s'ils accepteront de rester des révolutionnaires de la phrase.

Qu'ils ne croient pas pouvoir longtemps louvoyer entre le marxisme et le réformisme. On ne peut pas longtemps saluer à la fois les grévistes de la presse et les Ramadier qui les écrasent. On ne peut pas soutenir les opprimés du Viet-Nam et taire les responsabilités de Moutet. On ne peut pas se réclamer de la révolution socialiste contre l'Etat bourgeois, exalter la révolution russe et, en même temps, faire l'apologie de Vincent Auriol, premier représentant de l'Etat bourgeois.

On ne peut pas sans cesse jouer à la chauve-souris :

Je suis oiseau, voyez mes ailes révolutionnaires ;

Je suis souris. Vivent les rats sociaux-démocrates !

Une telle politique, à la longue, servirait seulement à démoraliser les jeunes travailleurs révolutionnaires de la J.S.

L'école de Karl Liebknecht ou celle de Florimond Lecomte

Elle n'éviterait même pas la rupture. Les Provo et les Florimond Lecomte qui sabotent aujourd'hui le Congrès des J.S. et qui prônent des sanctions contre elles, nous les connaissons. Ce sont les mêmes qui nous ont exclus, à Lille, en 1935, alors que nous ne nous y attendions pas le moins du monde, ni Fred Zeller ni nous-mêmes. Ils n'ont pas hésité alors à détruire la florissante entente de la Seine pour empêcher le progrès des idées révolutionnaires. Ils n'hésiteront pas, demain, à briser la Jeunesse socialiste tout entière si elle veut rester fidèle à Karl Liebknecht.

Pour y faire obstacle, il ne sert à rien de biaiser et jouer au paillasson. Qu'on en demande des nouvelles à Lucien Weitz. Nous avait-il assez reproché, en 1935, de ne pas avoir eu l'échine assez souple ! Cela ne l'a pas empêché de se faire vider à Creil comme un malpropre. La seule différence, c'est que, tandis que nous étions suivis d'une jeunesse ardente et vigoureuse, Weitz est parti avec quelques dizaines de camarades brisés et démoralisés.

L'école de la capitulation ne pourrait former que des valets. Le Jeunesse socialiste se réclame de Karl Liebknecht. Qu'elle se rappelle ce qu'il déclarait à la veille d'être assassiné avec la complicité des sociaux-démocrates : « L'unité entre réformistes et révolutionnaires est aussi impossible que l'alliance de l'eau et du feu ». Et il ajoutait : « Aux social-traîtres, nous apporterons non l'unité mais la bataille ».

Certes, cette voie de la bataille n'est pas celle de la facilité. C'est la voie de l'âpre lutte quotidienne contre un patronat puissant aidé de sa police, de ses gradés, de sa presse, de ses juges et de ses domestiques réformistes. Ceux qui ont peur resteront en chemin dans les langes sales du réformisme. Les autres marcheront vers la seule unité possible : l'unité avec les révolutionnaires.

YVAN CRAIPEAU.

Louis SAILLANT

Président du Conseil National de la Résistance préface un compte rendu objectif du rôle du P. C. I. sous l'occupation

« CONTRIBUTION A L'HISTOIRE DE LA RESISTANCE JUIVE EN FRANCE 1940 - 1944 », par David Knout

David Knout est un écrivain et poète russe de talent. A notre connaissance, ses œuvres n'ont pas encore été mises à la portée des lecteurs français.

Aujourd'hui, David Knout présente un ouvrage en langue française, préfacé par Louis Saillant, président du Conseil national de la Résistance. Le livre de D. Knout est riche d'une documentation susceptible d'intéresser de nombreux lecteurs, s'occupant ou non de la question juive. Ce que nous voudrions souligner en ce qui nous concerne, c'est l'honnêteté de l'auteur, qui n'a aucune faiblesse pour des pratiques devenues courantes dans certains milieux qui font profession de déformer l'histoire. David Knout, qui est un sioniste, mentionne objectivement, dans son ouvrage, l'activité du parti communiste internationaliste. Devons-nous remercier M. Knout ? Nous ne le pensons pas. L'honnêteté ne demande pas de remerciements. Et puisque nous sommes sur ce terrain, signalons que notre ami Sylvain Itkine, s'il fut un camarade d'un grand dévouement, n'a jamais été formellement adhérent à notre parti.

Voici comment David Knout analyse, en fonction de son étude, le rôle des trotskystes sous l'occupation :

La section française de la IVe Internationale, le Parti Communiste Internationaliste (trotskyste) a toujours compté un nombre considérable de militants juifs.

Le caractère internationaliste de ce parti interdisant à ses membres toute manifestation de « nationalisme » fût-il défensif, il n'y avait pas au sein du P.C.I. de résistance juive, c'est-à-dire de groupes spéciaux composé de Juifs, comme on en rencontrait chez ses frères ennemis, les communistes.

Néanmoins, on peut affirmer, sans risquer un démenti que la résistance trotskyste comprenait un pourcentage élevé de Juifs. Leur connaissance des langues, en particulier de l'allemand, en faisait de précieux militants antifascistes.

Le Parti Communiste Internationaliste, en fonction même de ses principes fondamentaux, s'attacha principalement à la propagande dans l'armée allemande. Pendant quatre ans, il publia en allemand des tracts et deux journaux : Unser Wort *et* Arbeiter und Soldat. *De nombreuses cellules furent formées dans la Wehrmacht, la Krigesmarine et la Luftwaffe. Le mot d'ordre donné aux ouvriers français était le suivant : « Un soldat allemand gagné au communisme, ce n'est pas un ennemi de moins, c'est un allié de plus » ; celui destiné aux soldats allemands était : « Ouvrier allemand sous l'uniforme, rejoint tes camarades sans uniforme. Rejoins tes camarades français qui luttent dans le maquis contre le fascisme pour la révolution socialiste mondiale. »*

Un des responsables du travail antifasciste était Widelin, un Juif allemand (1). *(Abattu en 1942 par la brigade spéciale dans le bois de Vincennes et laissé pour mort, il est hospitalisé plus tard à « Rothschild » mais fusillé le soir même où un groupe armé du P.C.I., s'étant assuré la complicité d'un médecin, s'apprête à enlever leur camarade de l'hôpital).*

La liste des noms de Juifs parmi les déportés et les fusillés trotskystes est longue. Mentionnons toutefois Henri Souzin, Français, membre du comité exécutif de la Fédération du bâtiment, responsable du travail syndical illégal, arrêté en 1941, mort à Auschwitz ; Jean Meichler, fusillé par la Gestapo, à Paris, en 1941, comme responsable de Unser Wort *; les étudiants Lucien Bralawsky (Lubra) et Jules Joffe (Pouly), bien connus dans les milieux des Auberges de la Jeunesse (arrêtés en 1942 comme responsables du service des « faux papiers » du P. C. I. ils disparaîtront pour toujours). Henri Kunstlinger, membre de la commission de la zone sud, fusillé par les SS, à Lyon, en juillet 1944 : Sylvain Itkine, auteur-acteur-metteur en scène, bien connu dans les milieux du théâtre d'avant-garde. Pris la veille de la libération de Lyon, il fut incarcéré à Montluc et torturé avant d'être tué. (Son corps n'a jamais été retrouvé* (2).

(1) L'activité de Widelin s'étendait à toute la France, et ses camarades le voyaient apparaître partout, tantôt en civil, tantôt en uniforme de soldat de la Wehrmacht, bien que recherché par la Gestapo depuis un an et demi : quelques mois avant son arrestation, par les Allemands, il échappa de justesse à l'ennemi, lors de l'arrestation par les Allemands, à Brest, de trente soldats et marins allemands, dont quelques officiers, que Widelin avait organisés en « cellules ».

(2) Itkine, avant de devenir trotskyste, militait dans les rangs du parti communiste français. Il travailla d'abord avec le groupe « Franc-Tireur » pour entrer ensuite dans un réseau de renseignements où sa tâche était particulièrement dangereuse. Une trahison eut raison de son courage.

PERMANENCES

REGION PARISIENNE

Paris : 19, rue Daguerre (au fond de la cour), Paris-14e. Tous les jours, de 15 h. à 19 h. 30, et le dimanche de 10 à 12 h. Tél. SUF. 62-31.

Choisy-le-Roi : Permanence tous les dimanches, de 10 h. à 11 h. Choisy-Bar, 11, rue Jean-Jaurès.

Arcueil : Tous les vendredis, à partir de 19 heures, chez Prunier, 7, impasse Guyton-de-Morveau (Cité Jardins).

Le Raincy. — Samedi après-midi, 3, allée des Charmilles, à Chichy-sous-Bois.

MARNE

Reims : Permanence tous les mercredis de 18 h. 30 à 20 h., Bar Emile, rue des Romains. Tél. 47-29.

Epernay : Ecrire à Alfred Remember, bar des Pêcheurs, place des Martyrs-de-la-Résistance. Permanence tous les jeudis, de 17 h. 30 à 19 h. 30.

Châlons : Ecrire Vani, 22, rue du Collège, Châlons-sur-Marne.

NORD

Lille : Café-hôtel des Buisses, 35, rue des Buisses. Tous les dimanches, de 9 h. à 12 heures.

Tourcoing : Café, 15, rue Franklin-Roosevelt (anciennement rue de la Belle-Vue), le samedi, de 17 heures à 19 heures.

Pas-de-Calais : Ecrire ou s'adresser à Laneres Jean, 5, rue des Baignes, à Arras.

Amiens : Pour le regroupement des camarades sympathisants de la Somme, écrire à : S. Koba, J.C.I., café de la Presse, 27, rue de la République, Amiens.

Carvin : S'adresser chez M. André Gavelle, 55, rue Thibaut, à Carvin.

AISNE-ARDENNES

Pour le regroupement des camarades et des sympathisants de l'Aisne et des Ardennes, écrire : Vani, 22, rue du Collège, Châlons-sur-Marne.

ALSACE-LORRAINE

Strasbourg: Café-restaurant, 43, rue de Neufelt, Strasbourg-Neudorf. Tous les dimanches, de 10 heures à midi.

Erstein : Alain Redon, restaurant Schuh, 1, rue du Monastère, Erstein (Bas-Rhin).

Lorraine : Ecrire à G. PAGET, 1, rue de la Rosière, Chavigny (M.-et-M.), et L. Schwartz, 26, rue Saint-Michel, Nancy (M.-et-M.).

FRANCHE-COMTE

S'adresser à M. René Peyraud, chez M. Alex, 9, rue de la Poyat, Saint-Claude, Jura.

OUEST

Charente-Maritime : Ecrire à Juillot, propriétaire-exploitant, à Epargnes.

La Rochelle. — Pour le regroupement des camarades et sympathisants, écrire à Christiane Girard, 84, avenue Jean Guiton, La Rochelle.

La Roche-sur-Yon (Vendée). — Pour le regroupement des sympathisants, écrire à PACTEAU, 31, rue Maréchal-Foch, La Roche-sur-Yon.

Brest : P.C.I., 30, rue Kerivin, Brest. Jeudi, vendredi, samedi, de 20 h. à 23 h. Dimanche, de 10 à 12 h.

Quimper : 9, rue de Salonique. Jeudi, de 14 à 17 heures. Samedi, de 17 à 19 heures.

Nantes. — Tous les samedis, de 15 à 18 h. café Maurice, rue Léon-Jamin.

Conéron. — S'adresser à Roger Tual, 4, rue Waldeck-Rousseau.

Rouen. — Café des Tramways, place Saint-Sever. Tous les dimanches, de 10 à 12 heures.

Saint-Brévin-les-Pins. — S'adresser à Rivalland, villa « La Coquette », avenue Valentine.

Rennes : Café Mme Métayer, 144, rue de St-Helier. Tous les jeudis, de 20 heures à 22 heures.

Angers : Cafe de l'Etoile, place Ronain, dimanche matin, de 11 h. à 12 h. 12 heures.

Bordeaux : 34, cours Aristide-Briand, Bar de la Bourse. Samedi après-midi et dimanche matin.

MIDI

Marseille : Bar-dégustation Noailles, angle gare de l'Est. Vieille Bourse du Travail. Samedi de 17 h. à 20 heures.

Toulouse : café Barios, place du Capitole. Tous les dimanches, de 10 à 12 heures.

LYON

Lyon : café du Dauphiné, 3, cours Gambetta. Tous les samedis de 16 à 19 heures.

CENTRE

Montluçon. Restaurant Espagnol, 35, rue des Farges, tous les samedis, de 18 à 19 h. 30. Pour tous renseignements, écrire à Kilisky, 2, rue des Toiles, Montluçon.

Saint-Etienne : Café Basset, place du Peuple. Les samedis, de 17 à 19 heures.

Clermont-Ferrand : Place Gaillard, Café National. Tous les samedis, de 16 h. à 19 heures. Adresser toute correspondance à Gérard BLOCH, secrétaire régional du P.C.I., 7, avenue Beausite, à Royat (Puy-de-Dôme).

ALPES

GRENOBLE

10, rue Barnave, samedi de 17 h. à 19 h. Tél. : 25-06.

LANCEY

Café Bardonne, le samedi de 20 h. à 21 h. 30.

Oraison. — Permanence tous les jours de 19 heures à 20 heures, le dimanche de 9 heures à 11 heures, chez Lucien Allemand, à la Placette.

CORSE

P.C.I., 27, rue de l'Opéra, Bastia.

UNE TENTATIVE ANTIDÉMOCRATIQUE

La "Fondation Française des Auberges de la Jeunesse"

Ce n'était pas assez : il ne suffisait pas aux techniciens de droit divin qui régentent l'Union française des Auberges de jeunesse de bafouer avec mépris la volonté démocratique des usagers groupés dans le Mouvement laïque des Auberges de jeunesse ! Non ! Les Robert Auclaire, Tadier, Fom et consorts veulent maintenant éliminer à jamais et statutairement la moindre possibilité pour les « ajistes » d'avoir un droit de regard sur la gestion des A. J. qu'ils utilisent, qu'ils animent et que, souvent ils ont construites.

Cette tentative antidémocratique porte un nom : elle s'appelle « Fondation française des Auberges de jeunesse » ; l'esprit qui anime un tel projet porte d'ores et déjà sa marque d'infamie : Vichy (1).

C'est, en effet, le gouvernement Pétain qui, dans son désir d'asservir la jeunesse travailleuse conçut et réalisa le projet de créer des organismes techniques, avec participation de l'Etat, afin de contrôler toutes les institutions de jeunes (Maisons de jeunes, A. J., etc.) et de retirer aux usagers tout pouvoir de contrôle en le remettant à une caste de techniciens de droit divin.

Encore, le gouvernement Pétain ne put-il aller aussi loin que veut le faire aujourd'hui l'équipe de l'Union française des Auberges de jeunesse (U. F. A. J.). Qu'on en juge :

La Fondation se réserve le monopole des Auberges de jeunesse en France et dans l'Empire : toute espèce d'assemblée générale est supprimée : la Fondation est gérée par un conseil d'administration comprenant : 12 membres fondateurs, 5 membres à vie, 15 autres membres dont 8 usagers, ces derniers étant désignés par les fondateurs. Le représentant de l'Etat reçoit des pouvoirs considérables tels que le droit d'interdire l'ouverture d'un A.J. ou la mise en place d'un parent aubergiste ; il peut exercer, de fait, un chantage financier constant.

Un défi à la démocratie

On pourrait objecter que, parmi les membres fondateurs, il y a 6 cégétistes. Un examen attentif des statuts prouve que le conseil d'administration ne sera pas la direction effective de la Fondation, mais que celle-ci ira à un bureau restreint où nous retrouverons, comme par hasard, les techniciens de droit divin. Du reste la question n'est pas là.

Oui ou non, la démocratie consiste-t-elle à remettre la gestion des institutions aux mains des usagers eux-mêmes ? Si oui, un tel projet constitue un véritable défi, et cela d'autant plus que les fondateurs mis en place seront amenés à céder leurs pouvoirs aux bureaucrates de l'U. F. A. J., parmi lesquels il y a 7 cléricaux contre 3 représentants du M. L. A. J. (!).

On prétendait encore que la Fondation recevrait des dizaines de millions de dotation. En réalité, un débat à la Chambre, le 19 mars, nous apprend que rien n'est prévu au budget extraordinaire et que le budget ordinaire comportera seulement « des crédits d'entretien ».

Les jeunes travailleurs en ont assez du paternalisme vichyste, d'où qu'il vienne !

La jeunesse travailleuse doit relever le défi lancé par les bonzes. Pour cela il faut en premier lieu arrêter la fondation. C'est de la base, des groupes du M. L. A. J., de la J. S., de la J. C. I. et, éventuellement, de l'U. J. R. F. que doivent partir des protestations sous forme de pétitions, de protestations auprès des autorités locales ou départementales, etc.

Il faut liquider les bureaucrates

Mais cela ne saurait suffire. Il faut éliminer les technocrates ; exiger l'affiliation directe du M. L. A. J. à la Ligue internationale des A. J., ce qui aura pour effet de permettre aux adhérents du M.L.A.J. de fréquenter, par réciprocité, les auberges de l'U. F. A. J. avec la seule carte du M. L. A. J.

Il faut préparer le passage de l'U. F. A. J. sous le contrôle démocratique des usagers, d'abord par la démocratisation de l'U. F. A. J., et ensuite par la création d'une association unique gouvernée par les représentants des ajistes avec participation minoritaire de délégués des syndicats, et de vrais techniciens (parents aubergistes, constructeurs, etc.) élus par la base.

Il faut se préparer à réformer un Centre laïque des Auberges de la jeunesse pour le cas où la Fondation passerait malgré tout.

Une farouche détermination doit animer ceux qui combattent pour la véritable démocratie dans les A.J. Car l'enjeu est de taille ! En Allemagne aussi, avant 1933, les Auberges de jeunesse fonctionnaient avec une formule organisationnelle qui conférait aux représentants de l'Etat des possibilités de contrôle, et ceci permit à Hitler de mettre entièrement les A. J. allemandes au service de la Jeunesse hitlérienne.

Si les technocrates, dans leur haine des usagers, se font, par avance, les serviteurs inconscients d'une réaction éventuelle, c'est-à-dire font le jeu du capitalisme, notre devoir sacré est d'éliminer ceux qui foulent cyniquement aux pieds les principes dont ils se réclament et de lutter là, comme partout, pour le triomphe de la véritable démocratie : celle des travailleurs eux-mêmes.

Marc PAILLET.

(1) Il existe en France deux associations s'occupant des Auberges de jeunesse. L'une démocratique qui regroupe les usagers mais qui n'a pas la gestion des Auberges, c'est le Mouvement laïque des Auberges de jeunesse (M. L. A. J.). L'autre, l'Union française des Auberges de jeunesse (U. F. A. J.) est chargée de construire et de gérer les Auberges. Cette dernière est, en pratique, aux mains d'un groupe de techniciens incontrôlés, bien qu'en principe les statuts réservent encore certaines vagues possibilités de contrôle par les usagers. C'est pour éliminer ces dernières possibilités que les bureaucrates de l'U. F. A. J. ont lancé l'idée de transformer l'U. F. A. J